l'Humanité

GOUVERNEMENT **Ambiance de fin de règne en Macronie** P. 9

VENDREDI 20, SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 SEPTEMBRE 2024. | N° 24031. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Attribuées à Israël, les explosions meurtrières d'appareils de communication du Hezbollah ont créé un vent de sidération au Liban. Hassan Nasrallah a promis une riposte. La menace d'un embrasement régional n'a jamais été aussi vive. P. 2

À BEYROUTH L'ANGOISSE D'UNE GUERRE TOTALE

STR/AP/SIPA

l'Humanité *des débats*

Agora La préoccupation écologique perd-elle du terrain?

Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue. **Léna Lazare,** porte-parole des Soulèvements de la Terre. **Jean-Baptiste Comby,** sociologue. **Fabienne Rouchy,** responsable des questions écologiques à la CGT. P. 20


MAGALI BRAGARD

Entretien «Je souris encore, mais je ne me tais plus»

Figure du mouvement #MeToo, l'actrice et réalisatrice **Judith Godrèche**, qui a porté plainte contre les cinéastes Benoît Jacquot et Jacques Doillon, était l'invitée de la Fête de l'Humanité. P. 24

Annonces légales et judiciaires en page 8.

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD
M 00110 - 920 - F: 2,70 €

l'Humanité
VENDREDI 20, SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 SEPTEMBRE 2024.



Léthargie diplomatique

La prouesse technologique prime-t-elle sur le droit international ? La question pourrait se poser au regard des réactions qui ont accompagné la double vague d'attaques menées au Liban les 17 et 18 septembre, faisant plus d'une trentaine de morts et près de 3 500 blessés. *« Digne de* Mission impossible », *« On se croirait dans un* James Bond »… Ce type de commentaires s'est multiplié dans les médias face aux explosions simultanées de bipeurs et autres talkies-walkies censés être entre les mains de miliciens chiites du Hezbollah. Comme si l'inventivité des services secrets israéliens – qui ne démentent pas en être les auteurs – reléguait au second plan la nature profonde de ces actes et les conséquences dramatiques qu'ils risquent d'engendrer.

Ces tentatives d'assassinat en cascade, opérées directement sur le sol libanais, au milieu de civils, dans la rue ou les magasins, sans aucune garantie que l'explosion atteigne le propriétaire du dispositif, relèvent du terrorisme que, précisément, Israël prétend combattre. Une violation du droit international et du droit humanitaire, comme l'a rappelé Völker Turk, haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme. Dans la droite ligne des massacres en cours à Gaza, où l'armée israélienne, sous couvert de lutte contre le Hamas, frappe indistinctement militaires et populations civiles. Le responsable onusien assure que les auteurs de ces opérations *« devront rendre des comptes »*. Mais, pour le moment, la justice internationale reste sur la touche, en l'absence de pressions suffisantes, notamment des États-Unis.

> À l'évidence, Benyamin Netanyahou rêve d'une nouvelle guerre pour rester au pouvoir.

Cette inertie est funeste alors que la situation n'a jamais été aussi proche de l'embrasement. Les attaques au Liban suggèrent une évidence : la volonté de Benyamin Netanyahou d'ouvrir un autre front après avoir dévasté l'enclave palestinienne. Contesté dans son pays, le leader d'extrême droite rêve d'une nouvelle guerre pour rester au pouvoir. Et cette ultime provocation a tout de l'étincelle. Face à la folie guerrière, il est du devoir de toutes les puissances de sortir de leur léthargie diplomatique afin d'éviter le pire. ■

À Beyrouth, les Libanais entre psychose et solidarité

PROCHE-ORIENT Trente-sept personnes ont été tuées et près de 3 500 blessées dans l'explosion, mardi et mercredi, d'appareils de communication utilisés par le Hezbollah. Attribuée à Israël, cette attaque de nature inédite a suscité la sidération au sein de la population.

Beyrouth (Liban), correspondance particulière.

La scène relève du surréel. Dans des supermarchés, des pharmacies, des bureaux et même en pleine rue, des milliers de détonations sourdes, précédées d'une forte sonnerie, ont retenti mardi après-midi, presque simultanément, partout au Liban. Des bipeurs, ces appareils de radiomessagerie utilisés par des membres du Hezbollah mais aussi par des médecins, des infirmiers et autres personnels de corps professionnels, viennent d'exploser.

Même scénario le lendemain. Des talkies-walkies, également utilisés par le Hezbollah, explosent dans les mains de leurs porteurs, dans des maisons, dans des voitures. Les explosions sont plus puissantes que la veille et les dégâts, de fait, plus importants. Ces appareils, plus volumineux que les bipeurs, disposent forcément de batteries et de charges explosives supérieures.

En un clin d'œil, des vidéos prises par des caméras de surveillance, dans des endroits fermés ou en pleine rue, font le tour de la Toile. Des maisons sont dévastées, des voitures en feu, des motos pulvérisées. Les Libanais, qui croyaient avoir vécu tous les malheurs du monde, sont sidérés. *« Ce qui s'est passé est digne d'un film de fiction ou d'un roman d'espionnage. Quel esprit diabolique et malfaisant peut envoyer à la morgue et sur les lits d'hôpitaux tant de personnes en une minute en appuyant sur un bouton ? »* médite Hussein Amhaz, un habitant de la banlieue sud de Beyrouth, témoin, mardi, de l'explosion d'un bipeur fixé à la ceinture d'un motocycliste. *« Je n'oublierai jamais ces images. La moto a poursuivi sur sa lancée pendant quelques mètres avant de se renverser sur le côté. Le conducteur, inerte, avait un trou béant à la hanche… On pouvait voir ses organes »*, se souvient ce coach de sport en se mordant la lèvre.

> Des centaines de personnes ont perdu la vue, l'usage d'un œil ou ont été amputées d'un ou de plusieurs doigts.

Passé les premiers moments de stupeur, les autorités, le Hezbollah et la population réalisent l'ampleur de ce qui vient de se produire. Israël, dont les dirigeants politiques et militaires ont réitéré ces derniers jours la menace d'une escalade régionale, est immédiatement pointé du doigt. Dans la foulée, le gouvernement ordonne la mise en œuvre du plan d'urgence, élaboré au début des affrontements sur le front



REPORTAGE Passé la stupeur, les Beyrouthins se sont précipités dans les hôpitaux pour donner leur sang et sauver des victimes des explosions. BILAL JAWICH/XINHUA-REA

libano-israélien, en octobre 2023. Le secteur de la santé se met en ordre de bataille. L'armée et les forces de sécurité intérieure (gendarmerie) demandent aux citoyens d'évacuer les rues pour faciliter l'organisation des secours. Plus de 1500 ambulances sillonnent les quartiers, sirènes hurlantes, pour transporter les victimes.

Pris d'assaut, les hôpitaux voient débarquer aux urgences, simultanément, des milliers de blessés. Malgré la gravité de l'événement, le secteur médical, rodé par des années de guerre et par les crises successives – dont l'explosion cataclysmique du port de Beyrouth, le 4 août 2020 –, supporte le choc.

UNE MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DES COMMUNAUTÉS

La deuxième vague d'explosions, mercredi, aggrave la situation et alourdit l'ambiance. Des rumeurs, spontanées ou orchestrées, contribuent à répandre un climat de psychose. Des informations sur l'explosion de panneaux solaires, de batteries au lithium, voire d'ordinateurs portables sont amplifiées par les réseaux sociaux. Les gens ont peur. Certains jettent dans les décharges publiques des talkies-walkies à usage civil et d'autres appareils de communication. D'autres n'osent même plus utiliser leurs téléphones portables.

Comme souvent dans le malheur, les Libanais oublient leurs sempiternelles divisions. En dépit des craintes suscitées par ces incidents inhabituels et la peur de ce qui pourrait suivre, un vaste élan de solidarité s'organise. *« Quand j'ai vu les images et compris ce qui se passait, je n'ai pas hésité une seconde. Je suis venu à l'hôpital Makassed pour donner mon sang »*, affirme Khaled Noueiri. Une foule de jeunes se presse devant cet établissement hospitalier du quartier sunnite de Kaskas. *« J'espère que mon sang sauvera la vie d'un jeune chiite*, ajoute cet informaticien d'une quarantaine d'années. *Face à l'ennemi commun, nous devons resserrer les rangs et oublier nos divergences. »*

Répondant à l'appel du président de l'ordre des médecins, des dizaines de chirurgiens se rendent dans les hôpitaux pour soigner les victimes. Neufs blessés sur dix sont atteints au visage et aux mains. Des centaines de personnes ont perdu la vue, l'usage d'un œil ou ont été amputées d'un ou de plusieurs doigts.

L'élan de solidarité est intercommunautaire. Le Dr Naji Hayek, vice-président du Courant patriotique libre (CPL – chrétien –, fondé par Michel Aoun) fait partie de ces médecins qui ont spontanément offert leurs services aux blessés. *« C'est le moins que je puisse faire dans de telles circonstances »*, explique ce praticien, farouchement critique à l'égard du Hezbollah à qui il reproche d'avoir entraîné le Liban dans une guerre qui ne le concerne pas. *« Je ne suis pas du tout une fan de Hassan Nasrallah (le secrétaire général du Hezbollah – NDLR)*, confie Tamara, une étudiante de confession chrétienne. *Mais j'ai eu le sentiment que c'est tout le peuple libanais qui est visé par cette agression criminelle, pas seulement le Hezbollah. Tous ces jeunes qui ont eu les yeux crevés ou les mains arrachées pourraient être mes frères… »*

> **« C'est tout le peuple libanais qui est visé par cette agression criminelle, pas seulement le Hezbollah. »**
> TAMARA, ÉTUDIANTE DE CONFESSION CHRÉTIENNE

Dans la banlieue sud de Beyrouth – le fief du Hezbollah et le plus durement touché par le « massacre des bipeurs » –, les habitants, encore sous le choc, ne baissent cependant pas les bras. *« C'est dur, très dur… mais nous sommes prêts au sacrifice et nous serons victorieux malgré les souffrances »*, confie Samer Alamé. Gérant d'un café, l'homme presse le pas pour rejoindre les funérailles d'un combattant du Hezbollah tué mercredi… Le quinzième tombé en une seule journée.

PAUL KHALIFEH


Dans un café de Beyrouth, le 19 septembre, des habitants écoutent le chef du Hezbollah. ANWAR AMRO / AFP

DÉCRYPTAGE

« Le châtiment viendra », promet Nasrallah

Le dirigeant du mouvement chiite Hezbollah a condamné, ce jeudi, un dépassement de « toutes les lignes rouges » par le gouvernement israélien. Tel-Aviv semble se préparer à une guerre ouverte.

Deux jours après les terribles explosions qui ont fait plus d'une trentaine de morts et des milliers de blessés au Liban les 17 et 18 septembre, aucune revendication n'a été exprimée. Le pouvoir israélien est resté muet, mais la piste du terrorisme d'État semble faire peu de doute. Les attaques sophistiquées contre le matériel de communication utilisé par le Hezbollah ont provoqué la stupeur au pays du Cèdre. La guerre régionale aura-t-elle lieu ? Depuis les attaques terroristes du 7 octobre menées par le Hamas, les affrontements entre le Hezbollah et Israël se sont multipliés.

Quelle est la réponse du Hezbollah ?

Ce jeudi, le chef de la milice chiite, Hassan Nasrallah, a reconnu d'emblée : « *Oui, nous avons reçu un coup dur et sévère.* » En prenant soin de s'adresser à l'ensemble du pays, il affirme ainsi que l'attaque israélienne n'était pas dirigée contre le seul Hezbollah mais bien contre le Liban et les Libanais dans leur ensemble.

Lors de la prise de parole du chef du Hezbollah, l'aviation militaire israélienne a opéré une série de raids à la frontière avec Israël et survolé, à basse altitude et en franchissant le mur du son, la capitale libanaise. Hassan Nasrallah a condamné un gouvernement israélien qui « *a tenté de tuer plus de 5 000 personnes (...) en l'espace de deux jours et en à peine une minute à chaque fois* », dénonçant « *un grand massacre dans tout le pays, un massacre sans précédent* » qui a touché toutes « *les couches de la société* ». Il a estimé que Tel-Aviv avait « *enfreint toutes les règles d'affrontement* » avec l'opération des bipeurs piégés. « *Ce qui s'est passé constitue un dépassement de toutes les lois et lignes rouges, sans égard pour quoi que ce soit, ni sur le plan humanitaire ni sur le plan éthique* », a-t-il affirmé.

Pour Hassan Nasrallah, « *le front libanais ne s'arrêtera pas avant la fin de la guerre à Gaza* ». Et au premier ministre israélien qui avait annoncé mercredi vouloir faire revenir au nord des dizaines de milliers de résidents évacués, le chef du Hezbollah répond : « *Vous n'y parviendrez pas. La seule solution est d'arrêter l'agression contre les habitants de Gaza. Ni l'escalade militaire, ni les meurtres, ni même la guerre totale ne ramèneront vos colons et vos habitants à la frontière !* » Il a néanmoins averti « *que le châtiment viendra. Quand, où, comment ? Vous le saurez le moment venu* ».

Que recherche Benyamin Netanyahou ?

Les services de renseignement extérieur israéliens, le Mossad, sont coutumiers des assassinats ciblés. Tant et si bien que les méthodes utilisées au Liban tendent à désigner Israël. Entre l'assassinat, en août, d'un des fondateurs du Hezbollah, Fouad Chokr, à Beyrouth, celui du chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à Téhéran et désormais cette attaque d'une envergure inédite, Tel-Aviv dévoile son but : pousser le Hezbollah vers une guerre totale alors que celui-ci ne le souhaite pas. Le ministre israélien de la Défense, Yoav Galant, l'a dit : « *Le centre de gravité se déplace vers le nord, à travers le transfert de ressources et de forces.* »

Ce conflit aurait un double avantage pour Benyamin Netanyahou. D'abord, forcer les États-Unis à soutenir le premier ministre israélien. Un point d'autant plus important que Washington a fait savoir par de multiples canaux qu'il était – pour l'instant – opposé à un conflit régional. Ensuite, mettre un terme aux discussions en cours pour un accord de cessez-le-feu à Gaza, qui achoppent actuellement du fait de l'intransigeance israélienne. Le Hamas a déclaré qu'il soutenait les propositions états-uniennes et s'est dit prêt à la libération des otages israéliens contre des prisonniers palestiniens, l'arrêt des combats et le départ des troupes israéliennes. Là encore, les pressions américaines sont fortes mais elles seraient levées en cas de guerre.

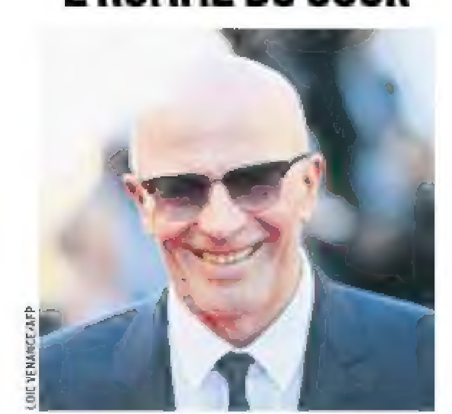
Comment se comportent les États-Unis ?

Face à la situation au Liban, le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit en urgence, ce vendredi. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, s'est dit « *extrêmement préoccupé* » et Emmanuel Macron a exprimé sa « *solidarité au Liban* », tout en renvoyant les différents acteurs dos à dos, sans jamais les citer. Washington s'est contenté de mettre en garde contre toute « *escalade* ». Or, les États-Unis, en forçant Netanyahou à accepter un cessez-le-feu, désamorceraient cette bombe à retardement. En encourageant tacitement la stratégie israélienne, Washington va jusqu'à mettre en porte à faux le Qatar et l'Égypte, impliqués dans les négociations. « *Encore et toujours* », lorsque les États-Unis et d'autres médiateurs croient faire des progrès dans la conclusion d'un accord de cessez-le-feu à Gaza, « *nous assistons à un événement qui menace de le ralentir, de l'arrêter et de le faire dérailler* », a déploré Antony Blinken, le secrétaire d'État américain. Jusqu'à quand va-t-il simplement « *assister* » au déraillement ?

PIERRE BARBANCEY ET VADIM KAMENKA

«Le naturel n'est pas suffisant à celui qui, en poésie, veut faire œuvre digne de l'immortalité.» Joachim du Bellay

L'HOMME DU JOUR


LOIC VENANCE/AFP

Jacques Audiard

Le comité de sélection pour les Oscars a tranché. *Emilia Pérez* représentera donc la France. Avec sa « narcomédie » musicale mexicaine, le cinéaste Jacques Audiard avait déjà séduit Cannes, remportant un prix du Jury tout en offrant à ses comédiennes un prix d'interprétation collectif. C'est la deuxième fois que le réalisateur est invité à conquérir Hollywood. Mais, en 2010, *Un prophète* était reparti bredouille. Le 17 décembre, l'Académie des oscars publiera une première liste de 15 films avant l'annonce, le 17 janvier, des 5 concurrents pour la cérémonie du 2 mars. L'année dernière, *la Passion de Dodin Bouffant* n'avait pu passer cette étape. On souhaite un meilleur sort à l'emballant film d'Audiard. Il se murmure d'ailleurs que son nom circule parmi les candidats à l'Oscar du meilleur réalisateur.

MICHAËL MÉLINARD

C'EST UN MONDE

On a retrouvé Miss Sassy

La fake news des animaux domestiques mangés par des migrants haïtiens à Springfield, dans l'Ohio (États-Unis), n'en finit pas de produire de l'absurde. Un conseiller de J.D. Vance, le colistier de Donald Trump, a appelé la rédaction du *Wall Street Journal* pour attirer son attention sur l'existence d'un supposé rapport de police concernant la disparition d'un chat signalée par sa propriétaire. Le journal conservateur a dépêché un journaliste sur place qui n'a pas eu besoin de mener l'enquête : Miss Sassy (Mademoiselle l'Impertinente), la chatte, avait fait l'école buissonnière fin août mais était de retour. La plaignante, Anna Kilgore, pourtant électrice de Donald Trump (elle portait une casquette et un tee-shirt à son effigie lors de la visite du reporter), a tenu à s'excuser auprès de ses voisins haïtiens. Le journalisme a du bon...

L'œil de Soph'



LA BONNE NOUVELLE L'ONU exige qu'Israël mette fin, sans délai, à l'occupation

L'Assemblée générale de l'ONU a exigé, mercredi, qu'Israël *« mette fin sans délai à sa présence illicite »* dans les territoires palestiniens et ce dans un délai de *« douze mois »*. La résolution – adoptée après avoir demandé et reçu l'avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ) – appelle aussi les États membres à prendre des mesures pour mettre fin aux importations venant des colonies, ainsi qu'à la fourniture d'armes à Israël s'il y a des motifs *« raisonnables »* de penser qu'elles pourraient être utilisées dans les territoires palestiniens. Et à décider de sanctions contre les personnes participant *« au maintien de la présence illicite d'Israël »* dans les territoires occupés. Le relevé des votes démontre une fois de plus l'isolement diplomatique de Tel-Aviv : le texte a été adopté par 124 voix pour, 14 contre (dont Israël, les États-Unis, la République tchèque, l'Argentine et la Hongrie), tandis que 43 pays ont choisi l'abstention. Sur X, la mission palestinienne à l'ONU a salué une adoption *« historique »*.

CHRISTOPHE DEROUBAIX

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Environnement L'eau du robinet de plusieurs communes de France présente des taux de polluants éternels (PFAS) au-dessus des normes en vigueur en Europe, selon une enquête de Radio France. Ces alkyls polyfluorés et perfluorés ou polluants éternels, qui sont quasiment indestructibles dans l'environnement et dans le corps, peuvent avoir des effets sur la fertilité et favoriser certains cancers.

TotalEnergies Les forages pétroliers de Total dans le Parc national des Murchison Falls, en Ouganda, menacent la biodiversité et les écosystèmes locaux. Selon un rapport d'Afiego, publié par les Amis de la Terre, jeudi 19 septembre, il est urgent de stopper l'activité pétrolière dans ce parc naturel et de réaliser davantage de recherches.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH


BRUNO ARBESU

Les cœurs purs

« Heureux les pauvres en esprit, le royaume des cieux est à eux. » Les paroles de l'évangile selon saint Matthieu sont le non-dit, un peu inavouable, de la une de *Paris Match* cette semaine, avec une photo de la déambulation bucolique de bonnes sœurs trisomiques et le titre, « Un monastère avec un truc en plus », en référence au film d'Artus. Au moment où l'hebdomadaire passe du saint royaume du milliardaire et catholique intégriste Vincent Bolloré à l'empire de Bernard Arnault, on a bien l'impression qu'il délivre son message ultime. L'article qui suit dans le même numéro, six pages sur le voyage du pape en Asie, enfonce le clou au nom du Christ avec son titre : « Le prieuré des cœurs purs ». On peut y voir avec beaucoup de foi une attention particulière portée à ces religieuses qui sans doute n'en demandent pas tant, ou bien penser à cette phrase de l'écrivain libertin Claude Crébillon au XVIIIe siècle : *« Un peuple sans religion est un peuple sans obéissance. »* Mais ce n'était pas un cœur pur.

C'EST UN SCANDALE

Polio : des talibans antivax

Les talibans ont suspendu les campagnes de vaccination contre la polio en Afghanistan. L'ONU a alerté sur cette décision dès le 16 septembre. Aucune raison n'a été donnée par les autorités afghanes, alors que le pays connaît une importante propagation de cette maladie depuis 2023.



MÉDIATOC

C8 en guerre contre l'Arcom

Pour s'opposer au non-renouvellement de sa fréquence TNT par l'Arcom, C8 a saisi le Conseil constitutionnel. La chaîne du groupe Bolloré accuse l'ex-CSA *« d'un manque d'objectivité et d'impartialité »* et de viser son présentateur vedette, Cyril Hanouna, bras armé de la guerre idéologique pour l'extrême droite.

l'Humanité
VENDREDI 20, SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 SEPTEMBRE 2024.

En campagne contre la maltraitance institutionnelle

DROITS Un rapport d'ATD Quart Monde, publié jeudi, jette une lumière crue sur les humiliations et injustices subies par certains usagers dans leurs interactions avec les services publics. L'ONG y propose des pistes pour enrayer ce phénomène.



Les personnes en situation de pauvreté sont souvent soumises à

Laetitia Ghanai se rappelle douloureusement : « *La caisse d'allocations familiales (CAF) a mis deux mois à répondre à l'urgence de ma situation* ». En 2022, cette mère de famille roubaisienne en situation de handicap s'est retrouvée seule, sans ressource, avec ses quatre enfants. À la CAF, où elle espère trouver de l'aide, on la plante devant des ordinateurs dont elle ne maîtrise pas l'usage. Secondée par un conseiller, elle peut seulement déposer une demande de rendez-vous... Quand celui-ci lui est enfin confirmé, il est programmé trois semaines plus tard. Et ce n'est que le début d'un long parcours du combattant. « *On me demandait sans cesse les mêmes papiers. Et c'est comme si on me rendait coupable de ne pas savoir renvoyer les documents dans le bon format. Or, ce n'est pas facile quand on n'a ni ordinateur ni imprimante à la maison... Je comprends que beaucoup de gens renoncent. C'est épuisant et humiliant.* »

Loin d'être isolé, le cas de cette femme reflète une réalité qui constitue un réel phénomène de société. Mais qui est invisibilisé. Comment en effet oser se plaindre quand on survit avec le RSA et que plane la menace terrifiante de voir ses enfants placés par les services de l'ASE ? « *Dans les maisons France services, on se retrouve dans une salle informatique avec des personnes pour nous aider, mais ce n'est pas évident de devoir déballer sa vie et ses problèmes alors que tout le monde peut entendre...* » complète Joseph Grosos. Ce quinquagénaire résidant à Flers, dans l'Orne, regrette également le climat de suspicion qui règne à l'égard des allocataires du RSA, qui peuvent se voir privés arbitrairement de tout subside. « *Cela prend parfois des mois pour que le versement de l'allocation soit rétabli. À l'inverse, en cas de trop-perçu, on doit rembourser immédiatement* », témoigne-t-il. Toutes ces humiliations sont autant de freins à l'accès aux droits et expliquent en large partie les taux de non-recours, qui atteignent 34 % pour le RSA, 30 % pour l'assurance-chômage et 50 % pour le minimum vieillesse.

La souffrance ici décrite ne se cantonne pas à l'un des côtés du guichet (quand celui-ci existe encore). Ces familles en situation de pauvreté n'en peuvent plus des relations humiliantes avec les institutions censées les aider, et les professionnels débordés, et soumis à des injonctions absurdes, vivent souvent très mal leur impuissance face à un système défaillant qui leur fait perdre le sens de leur mission (voir p. 8). Il ne s'agit donc pas de s'en prendre à eux.

En revanche, le rapport d'ATD Quart Monde a identifié « *les mécanismes qui expliquent cette spirale infernale* ». Sous-dotation en moyens humains des services publics; droits abusivement conditionnés comme le RSA, qui, au lieu ■■■



> « Il faut du courage pour revenir là où on s'est fait malmener »
>
> **FRANCK LENFANT** MILITANT ATD QUART MONDE, NOGENT-LE-ROTROU (28)

Militant à ATD Quart Monde depuis 1989, Franck Lenfant, 55 ans, a pu observer la maltraitance institutionnelle à l'œuvre : « *Il y a environ sept ans, à l'occasion du rassemblement public*



un long parcours du combattant pour faire valoir leurs droits aux allocations. STEVENS TOMAS / ABC / ANDIA.FR

pour célébrer le 17 octobre, à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), nous avons fait la connaissance de Roger, ancien ouvrier d'imprimerie. Âgé d'une soixantaine d'années, l'homme était en plein désarroi : expulsé de son logement social, il lui avait été notifié qu'avant de pouvoir refaire une demande d'appartement en HLM, il lui fallait prendre un rendez-vous au Trésor public pour apurer sa dette locative. Ce qu'il avait fait. Mais lors du rendez-vous, la personne qui l'a reçu a été désobligeante et culpabilisante concernant son endettement. Le ton est monté. Roger est parti furieux, mais surtout sans échéancier. Or, faute d'obtenir ce sésame, pas de possibilité d'avoir de nouveau un toit sur sa tête. » Franck Lenfant lui a alors proposé de l'accompagner à un nouveau rendez-vous au Trésor public. « *Roger a accepté. Cette fois, cela s'est mieux passé et il a pu, moyennant l'engagement à apurer mensuellement ses retards de loyer, accéder à un appartement. Il faut du courage pour retourner dans un lieu où l'on s'est fait malmener.* » Autre exemple, plus personnel : en tant que père de famille, Franck a été confronté à un abus de pouvoir lors de la scolarité de ses enfants. Ses deux fils ont été orientés à l'issue de leur CM2 dans des sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa). Quand s'est posée la question du passage en 6e de sa fille, il a été obligé de batailler pour qu'elle ne soit pas automatiquement envoyée en Segpa. Il s'est alors rendu compte qu'une « enquête » avait été réalisée à l'insu de la famille, et que l'on avait signé à sa place un document en faveur d'une telle orientation. « *Ce sujet, qui ne concernait pas que ma famille, a été porté en mai 2015 au Cese dans un avis rendu par Marie-Aleth Grard (intitulé "Une école de la réussite pour tous"), qui a conduit la ministre d'alors, Najat Vallaud-Belkacem, à faire cesser ce genre de pratiques dans l'éducation nationale.* » D'où l'importance du combat collectif. « *Quand on vit avec le RSA, qu'on est assommé par les problèmes et dépendant de travailleurs sociaux, on craint de se créer encore plus de problèmes si l'on ose protester.* » ■

« Quand on vit avec le RSA, qu'on est assommé par les problèmes, on craint de s'en créer encore plus si l'on ose protester. »

EUGÉNIE BARBEZAT



« Ma présence donne confiance en elles aux personnes que j'accompagne »

CÉLINE TRUONG VOLONTAIRE D'ATD QUART MONDE À LILLE (59) ET TIERS ACCOMPAGNATRICE DE PERSONNES EN SITUATION DE GRANDE PAUVRETÉ

Engagée de longue date au sein d'ATD Quart Monde, qu'elle a rencontré durant ses études de neurosciences, Céline a « tricoté » pendant treize années une vie d'enseignante et de bénévole au sein du mouvement. Après des débuts en lycée, elle a très vite demandé sa mutation dans un collège de banlieue parisienne, où elle s'est installée avec son mari et ses quatre enfants, en HLM, pour vivre à proximité des familles de ses élèves. Céline est ensuite devenue volontaire d'ATD, laissant son poste de professeur pour s'engager dans la durée, à plein temps, dans une grande proximité et réciprocité avec les personnes en situation de pauvreté. Cet engagement se traduit, entre autres, par la préparation, avec les personnes concernées, de leurs rendez-vous avec les professionnels des différentes institutions avec lesquelles elles interagissent (bailleur social, éducateur, enseignant, référent de l'aide sociale à l'enfance, etc.). Si les personnes le souhaitent et si les professionnels ne s'y opposent pas, Céline peut être présente lors de ces rendez-vous.

« Les professionnels n'ont pas les moyens de mesurer l'étendue de ce que les gens dominés socialement ne peuvent pas leur dire. »

« *Nous menons depuis longtemps un combat pour faire reconnaître la possibilité réelle pour une personne qui a recours à une institution de se faire accompagner par quelqu'un qu'elle a choisi, en qui elle a confiance et qui lui donne confiance en elle. Il est fait mention du "tiers accompagnant" dans le Code de l'action sociale et des familles (art. L223-1), notamment en ce qui concerne l'aide sociale à l'enfance. Malgré cela, des personnes en grande difficulté ne peuvent pas toujours faire valoir ce droit. Il m'est arrivé souvent de rester à la porte du bureau d'un professionnel alors qu'une personne, qui avait un rendez-vous que nous avions préparé en réfléchissant ensemble à ce qu'elle voulait dire et aux questions qu'elle souhaitait poser, aux arguments qu'elle avait envie de développer, etc., souhaitait ma présence à ses côtés. Je me souviens d'une mère de famille pour laquelle l'aide sociale avait prévu une mesure d'aide éducative à domicile. La dame avait été un peu stupéfaite de constater que, lors d'une altercation avec son fils, adolescent, l'éducateur, qui était dans la pièce, s'était contenté de prendre des notes sans intervenir. Elle souhaitait qu'on lui explique en quoi consistait concrètement l'aide éducative promise. Autant de questions légitimes qu'elle n'a pas eu l'occasion de poser puisque, lors du rendez-vous, la discussion a uniquement tourné sur des questions de planning des visites du travailleur social, sans que soient abordées celle de son rôle exact et de la manière dont il allait travailler avec la mère et l'enfant.*

La dame est sortie extrêmement frustrée, mais sans avoir osé le montrer. Son interlocuteur ne s'en est probablement pas aperçu et, de son point de vue, cet entretien a sans doute été satisfaisant. Si j'avais pu être présente, j'aurais invité cette mère à poser ses questions. Je n'aurais pas parlé à sa place, mais j'aurais aidé à ouvrir une fenêtre pour un vrai dialogue. Les professionnels n'ont pas les moyens de mesurer l'étendue de ce que les gens dominés socialement ne peuvent pas leur dire. Cela, nous ne pouvons le faire cesser. Mais s'il n'y a pas d'égalité de pouvoir possible, un tiers peut contribuer à une égalité de dignité entre un professionnel et la personne qui a besoin de lui. » ■

E. B.

■■■ d'un revenu minimum, devient un revenu maximum puisque, à la moindre rentrée d'argent, ses bénéficiaires se le voient amputé ou supprimé ; surcontrôle des demandeurs avec des algorithmes discriminants, etc. Et la dématérialisation à marche forcée a laissé sur le bord de la route toutes celles et tous ceux qui ne maîtrisent pas le maniement d'un ordinateur. Autre facteur non négligeable de maltraitance institutionnelle, les préjugés négatifs concernant les personnes en grande précarité. *« L'idée fausse que les pauvres seraient des personnes qui ne veulent pas travailler, des profiteurs, et qu'ils ne sauraient pas gérer un budget, est largement répandue et infuse dans la société »*, constate Benoît Reboul-Salze, délégué national d'ATD Quart Monde. *« Nous n'accepterons jamais que près de 10 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté soient ainsi montrées du doigt »*, prévient Marie-Aleth Grard, la présidente du mouvement.

C'est pourquoi ATD Quart Monde avance plusieurs préconisations. *« Ces mesures sont indissociables »*, insiste la présidente. C'est notamment la mise en place d'un revenu minimum insaisissable sans condition, équivalant à la moitié du revenu médian, qui permettrait aux personnes qui vivent dans la pauvreté de ne pas se retrouver sans ressource. Cela passe aussi par le retour d'êtres humains dans les institutions, par la facilitation des recours juridiques et administratifs, et par la construction de politiques publiques qui prennent en compte l'avis et l'expertise des plus pauvres.

Enfin, précisent les rédacteurs du rapport : *« La lutte contre la pauvreté doit être la priorité du prochain gouvernement et doit s'accompagner d'un dialogue permanent entre personnes en situation de pauvreté, acteurs de la solidarité et professionnels. »* Chiche ? ■

EUGÉNIE BARBEZAT



« Ce système génère des tensions des deux côtés du guichet »

LUC CHEVALLIER AGENT À FRANCE TRAVAIL, L'HAŸ-LES-ROSES (94)

Conseiller « gestion des droits » à France Travail et syndiqué à SUD, le quinquagénaire observe avec dépit la dégradation de ses conditions de travail et vit de plus en plus mal la politique du chiffre qui l'empêche de remplir sa mission en traitant dignement les allocataires de l'assurance-chômage.

> « Cette politique du chiffre donne une apparence d'efficacité, mais nous fait perdre le sens de notre travail. »

« Notre charge de travail est tellement démesurée que cela devient intenable. Quand un agent doit suivre les dossiers d'indemnisation de 400 à 1 000 personnes, de fait, il devient maltraitant vis-à-vis des personnes qui le sollicitent et n'obtiennent pas de réponse ou alors dans des délais trop longs. Le fait d'être assailli de demandes par de multiples canaux (accueil, téléphone, mail) crée une pression très forte sur nous et nous met en situation de ne pas pouvoir remplir notre mission de service public. Nous sommes également tenus de réaliser des objectifs chiffrés en termes de nombre de réponses à des mails, de coups de fil passés, etc. Ce qui nous pousse à prioriser les réponses faciles à apporter. Quand se présente une situation complexe qui va nous prendre plus d'une demi-heure à traiter, on la laisse de côté pour remplir nos objectifs quantitatifs. Pareil pour le téléphone : il nous arrive de couper court à une conversation en promettant à la personne de la rappeler, puis d'être happés par d'autres tâches et de ne pas le faire. Cette politique du chiffre donne une apparence d'efficacité, mais nous met en position de perdre le sens de notre travail.

Physiquement, dans les espaces accueil de nos agences comme à la caisse d'allocations familiales, il y a un seul agent, voire une personne en service civique, pour répondre aux demandes de toutes les personnes qui viennent se connecter au service via les postes informatiques mis à disposition. C'est largement insuffisant et des personnes restent en difficulté, ce qui est pénible et humiliant pour elles. Ce système génère des tensions, voire de la violence des deux côtés du guichet.

Et avec la réforme de l'assurance-chômage, se faire indemniser est de plus en plus souvent un parcours du combattant pour les personnes qui perdent leur emploi. De plus, les sommes qui leur sont versées sont parfois dérisoires et très loin de ce qu'elles avaient anticipé.

C'est à nous de leur expliquer pourquoi elles vont toucher si peu, tout en leur précisant que nous n'approuvons pas cette réforme, que nous n'avons pas décidée. Pourrait-on être d'accord avec le fait qu'un allocataire ne touche que 5 à 10 euros par jour ? C'est lamentable. Indéfendable. » ■

E. B.


ELIOT BLONDET/REA

LR-Macronie : bras de fer entre fragiles partenaires

EXÉCUTIF Sur fond de tensions entre les droites pour constituer un gouvernement qui satisfasse autant les troupes du premier ministre que le camp présidentiel, la gauche manifeste, ce samedi, pour protester contre ce moment de « crise démocratique majeure ».

L'ère Barnier n'a pas encore commencé qu'elle sent déjà le roussi. Lors de sa passation de pouvoir sur le perron de Matignon avec Gabriel Attal, il y a déjà quinze jours, l'ancien commissaire européen avait pourtant promis l'ouverture d'une nouvelle ère. Celle de *« l'écoute »* et du *« respect »* à l'égard de *« toutes les forces politiques »* pour sortir le pays de l'impasse. *« Nous allons davantage agir que parler »*, avait-il même assuré, sûr de lui. Malgré ces intentions, quinze jours plus tard, l'heure est toujours aux discussions et aux bavardages… Et la France n'a toujours pas de gouvernement. Une première liste de 39 noms accolés à des portefeuilles ministériels bien précis a pourtant été proposée par Michel Barnier à Emmanuel Macron, mardi. Réponse du chef de l'État : *« Ce n'est pas l'idée que je me fais d'un gouvernement d'union nationale. »*

En cause, la trop grande part de personnalités issues des « Républicains », formation du nouveau locataire de Matignon. Sur cette feuille posée sur le bureau d'Emmanuel Macron, on trouvait Laurent Wauquiez à Bercy ou encore Bruno Retailleau à l'Intérieur. *« C'est trop ! »* aurait objecté le président. Au grand soulagement de ses troupes, désireuses de ne pas *« se faire putscher par un groupe de 41 pauvres députés »*, peste une députée macroniste. Jeudi, à l'issue d'un énième round de concertation, elles criaient quasiment victoire. En réunion de groupe, Gabriel Attal a affirmé *« avoir eu des réponses »* de Michel Barnier lors de leur entrevue. Et des garanties, avec sept ministères de plein exercice sur 16. Mais lesquels ? Auront-ils les premiers rôles ?

Jeudi soir Michel Barnier a présenté au président une nouvelle liste dans laquelle les macronistes obtenaient sept portefeuilles pour trois ministres LR de plein exercice. Exit Wauquiez. À l'heure d'écrire ces lignes, la réponse d'Emmanuel Macron n'était pas connue.

« C'EST QUOI, CE CIRQUE ? »

Quoi qu'il en soit, les tensions sont vives entre les composantes supposées entrer au gouvernement. Dans l'entourage de l'ancien premier ministre Gabriel Attal, la colère gronde contre Michel Barnier. *« C'est quoi, ce cirque ?* s'interroge un cadre du groupe présidentiel auprès de *l'Humanité. Un bal de LR et de has been de la gauche ? Et ensuite ? Nous ne sommes pas dans la crainte, mais dans la vigilance. Un équilibre doit être respecté, nous y veillons, et nous saurons réagir si ce n'est pas le cas. »* Dans un entretien accordé au *Point*, mercredi, Gabriel Attal s'est d'ailleurs échiné à maintenir la pression sur l'exécutif, avec des mots plus policés : *« Il me semble que c'est moins l'identité politique du premier ministre qui compte que le large rassemblement qui doit s'opérer autour de lui. Nous sommes constructifs. Nous voulons que Michel Barnier et son gouvernement puissent réussir, pour le pays. »* Tout en précisant : *« Il n'y a pas de soutien automatique. »*

Un risque de censure du premier ministre par les parlementaires de l'ancienne majorité présidentielle plane-t-il ? Marc Ferracci, député Ensemble, hausse lui aussi le ton : *« Ceux qui pensent qu'on ne pourrait pas censurer, on peut leur répondre que le mandat qui a été donné par Macron à Barnier, c'est de rassembler. S'il s'éloignait de ce mandat politique, s'opposer à Barnier reviendrait à respecter la démarche du chef de l'État. »* Un pressing intense appliqué au premier ministre qui ne fait pas l'unanimité dans le groupe parlementaire. *« Je ne comprends vraiment pas cette volonté d'affaiblir Barnier*, se désole un macroniste de la première ■■■

l'Humanité
VENDREDI 20, SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 SEPTEMBRE 2024.

heure. *Se désolidariser du premier ministre, c'est le faire échouer. Mais qui peut croire que son échec ne sera pas aussi le nôtre ? Ce serait un suicide collectif !* » Un autre surenchérit : « *Depuis le 7 juillet, il n'y a rien qui va. On a commencé par ignorer le désir d'alternance en nommant Barnier. Et désormais, on mène une bataille de casting alors que les Français, dont pas un seul n'a voté pour une coalition Ensemble-LR, attendent une transparence totale sur ce que seront les orientations du gouvernement. On devrait tracer les contours d'une politique commune, la présenter aux Français, et ensuite se poser la question des personnes.* »

« UNE MOBILISATION POPULAIRE PEUT SORTIR LE PAYS DE LA PARALYSIE »

Reçu par le premier ministre pour se voir proposer le ministère du Budget, le député PS Philippe Brun, qui a refusé l'offre, a pu constater de près l'absence de cap de Michel Barnier. « *Avec lui, c'est le casting avant le fond, c'était très frappant*, raconte-t-il. *Il règne, autour de sa gouvernance, une impréparation totale.* » Sans être aussi sévère, Constance Le Grip, députée Ensemble, avoue attendre impatiemment « *les grands axes de la politique que souhaite mener Barnier* » : « *Tout ce qu'il a dit, c'est qu'il devait y avoir davantage de justice fiscale. Mais qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? Le seul point qui n'est pas négociable, c'est que sa politique soit cohérente avec ce que nous avons fait jusque-là. S'il entend alourdir la fiscalité des ménages et des entreprises, c'est non. Mais nous ne sommes pas dogmatiques, nous pouvons réfléchir à d'autres pistes : une taxe sur le rachat d'actions, ou un réajustement de la contribution sur la rente inframarginale…* »

Le seul indice sur la politique envisagée par le nouveau premier ministre est à trouver du côté du document (enfin) envoyé par Bercy jeudi à Éric Coquerel, président de la commission des Finances de l'Assemblée et Charles de Courson, rapporteur général du budget. Il donne de premières indications sur la répartition des budgets alloués aux ministères et, verdict, le nouveau premier ministre entend (ô surprise !) poursuivre la politique austéritaire menée depuis 2017. « *Quinze milliards de baisses des dépenses* » sont même à prévoir, selon Éric Coquerel. Dans ce contexte de continuité de la politique macronienne, rejetée dans les urnes, le 7 juillet, le député PCF Stéphane Peu alerte : « *Nous sommes face à une situation qui ouvre une crise institutionnelle et démocratique grave.* » Ce samedi, des manifestations auront lieu dans toute la France pour protester contre le coup de force du camp présidentiel et rassembleront partis du Nouveau Front populaire et organisations de jeunesse. « *Dans ce moment d'effondrement démocratique majeur, où le président veut monter une majorité avec une force minoritaire, seule une mobilisation populaire peut sortir le pays de la paralysie* », assure Aurélie Trouvé, députée FI. Pour préparer l'après-Barnier, dont l'ère devrait commencer par l'annonce d'un nouveau gouvernement en cette fin de semaine, et dont la fin pourrait se révéler plus proche qu'annoncé.

ANTHONY CORTES

La répression coloniale s'intensifie contre les Kanak

KANAKY – NOUVELLE-CALÉDONIE Deux jeunes Kanak ont été tués par les gendarmes, le 19 septembre, qualifié de « jeudi noir » par le FLNKS. En tout, 13 personnes sont mortes depuis le début des révoltes, suite au dégel du corps électoral, le 13 mai.

Samuel Moekia, 30 ans. Johan Kaidine, 29 ans. Voici les deux dernières victimes de la guerre coloniale qui ne dit pas son nom en Kanaky – Nouvelle-Calédonie. Tués comme Rock Victorin Wamytan, le 10 juillet, par des tirs des unités d'élite du GIGN, à la tribu Saint-Louis, dans la commune du Mont-Dore, au nord-est de Nouméa. « *Deux jeunes Kanak abattus par les forces de l'ordre* », dénonce le Front de libération kanak et socialiste (FLNKS), qui fait part de « *sa profonde indignation et (de) sa tristesse* » face à ces morts et ce qu'il considère comme « *un génocide du peuple kanak* ». Selon des témoins, un enfant de la tribu aurait également été grièvement blessé lors de l'opération.

Dans les médias, toutes les justifications possibles sont avancées. « *Délinquants* », « *terroristes* », présumés coupables de carjacking et de tirs sur les gendarmes. Mais les versions divergent, y compris au sein des autorités : le procureur de la République de Nouméa, Yves Dupas, évoque « *des gendarmes en mission d'observation (qui) auraient été directement menacés par un groupe d'individus armés* » – ce qui est différent de la version de la gendarmerie, qui parle « *d'échanges de tirs* ». « *Les forces de l'ordre n'ont pas hésité à procéder à une exécution sommaire d'un des jeunes !* » s'offusque le FLNKS. Pour le professeur de droit à l'université de Nouvelle-Calédonie Mathias Chauchat, « *la notion de "tir de riposte" est systématiquement invoquée sans que des éléments objectifs et impartiaux permettent d'en juger* », dénonce-t-il sur X.

Un mode opératoire analogue à celui employé pour abattre les militants indépendantistes Éloi Machoro et Marcel Nonnaro, voici bientôt quarante ans, le 12 janvier 1985, tous deux tués par des « tirs de neutralisation » du GIGN. Deux figures historiques qui constituent des modèles pour la jeunesse kanak.

Depuis le début des révoltes qui ont embrasé l'archipel, le 13 mai, 13 personnes sont mortes : 11 Kanak, jeunes pour la plupart, et deux gendarmes. Malgré les appels incessants au calme et à la désescalade de la part des indépendantistes mais aussi des non-indépendantistes modérés, l'État et les radicaux loyalistes (le nom des anti-indépendantistes) ont choisi la voie de la répression militaire. Depuis mai, 3 500 policiers, gendarmes et militaires ont été envoyés sur l'archipel depuis la métropole, ainsi que 90 blindés Centaure de dernière génération, de 14 tonnes. Virginie Ruffenach, proche de Sonia Backès et présidente du groupe l'Avenir en confiance, au Congrès, se réjouissait jeudi soir de cette opération, parlant de « *reconquête républicaine* ».

> « La notion de "tir de riposte" est invoquée sans que des éléments objectifs permettent d'en juger. »
>
> MATHIAS CHAUCHAT, PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE NOUVELLE-CALÉDONIE

TOUTE SOLUTION NE PEUT ÊTRE QUE POLITIQUE

Pour le FLNKS, « *l'État, par le biais de ses représentants locaux que sont le haut-commissaire (le préfet local – NDLR) et le procureur, poussé par la droite extrémiste locale, a décidé d'un passage en force dont l'objectif n'est autre que d'abattre encore du Kanak* ». Yves Dupas, le procureur, est précisément celui qui a fait procéder à l'arrestation des leaders politiques de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT, émanation des mouvements indépendantistes), dont sept membres ont été transférés et éparpillés dans plusieurs prisons de l'Hexagone – ce qu'ils dénoncent comme une « *déportation politique* ».

La tribu Saint-Louis, le long de la seule route qui dessert le sud de la Grande Terre, est un lieu crucial et emblématique. Son grand chef est Roch Wamytan, dirigeant historique indépendantiste, signataire de l'accord de Nouméa. La tribu concentre, au-delà des clans et familles, une jeunesse kanak souvent désocialisée, ayant perdu le lien avec la coutume et la société kanak. Mercredi 18 septembre, quelques heures avant l'opération des gendarmes, Roch Wamytan exprimait, sur la chaîne Nouvelle-Calédonie La Première, le besoin d'apaiser les tensions, évoquant les « *discussions en cours* » et décrivant des « *jeunes qui ont été envoyés au Camp-Est à un jeune âge, à la suite d'incivilités. Cette prison a une capacité de 400 places mais 600 personnes y sont placées, avec un taux d'occupation à 90-95 % par des Kanak ou des Océaniens. Lorsque ces jeunes en sortent, ils sont radicalisés* ».

Le FLNKS rappelle « *à ne pas céder à la violence* » et souligne que toute solution ne peut être que politique. La réforme du dégel du corps électoral n'a toujours pas été officiellement retirée par Emmanuel Macron. La date du 24 septembre s'annonce brûlante : elle marque l'anniversaire de la prise de possession de l'archipel par la France en 1853, un jour noir pour les Kanak.

BENJAMIN KÖNIG

Opération de controle de gendarmerie sur la commune du Mont-Dore, au sud de l'île, le 19 septembre. DELPHINE MAYEUR/AFP

Ami·es de l'Humanité, au sens large du terme

COMPAGNONNAGE À l'image de la Fête en général, l'espace de l'association a dépassé tous ses objectifs. Public, personnalités, militants et bénévoles ont livré une œuvre collective rare.

Et soudain, tout s'arrêta et le noir survint. Un instant suspendu, miraculeux en tant que genre sous le grand chapiteau bondé. Une coupure d'électricité, un public concerné, des chants a cappella, spontanément entonnés, durant de longues, très longues minutes. Pour les 120 ans du journal de Jaurès, le concert d'ouverture des Ami·es de l'Humanité était une vraie création, menée de main de maître par Philippe Dutheil et son groupe, les Grandes Bouches : *« Dès qu'il y a eu des luttes, il y a eu des chansons ! 120 ans d'Huma, 120 ans de chansons. »* Une trentaine de titres du grand répertoire, de *la Chanson de Craonne* à *Bella Ciao*, en passant par *l'Affiche rouge*, *Mai, Mai, Mai, Paris Mai*, *la Grève*, *Hasta Siempre* ou *l'Internationale*, évidemment. Sur scène, parfois tétanisés, des marraines et des parrains des Ami·es osèrent revisiter les couplets, certains réécrits par leurs soins. Des personnalités, non des moindres : Ernest Pignon-Ernest en personne, Ariane Ascaride, Gérard Mordillat, Pierre Soletti, Pierre-Louis Basse, et même Monique Pinçon Charlot, qui, à la fin du *Déserteur*, après les célèbres mots : *« Prévenez vos gendarmes / Que je n'aurai pas d'armes / Et qu'ils pourront tirer »*, se laissa tomber de tout son corps sur les planches, simulant la mort. Acclamations. Avant que ne survienne la panne de courant. Tout un symbole. Suivie d'une communion inouïe avec les centaines de spectateurs.

« À LA HAUTEUR DE NOS AUDACES »

La regrettée Edmonde Charles-Roux, ancienne présidente des Ami·es de l'Humanité, l'avait dit un jour avec la sagesse de l'enthousiasme : *« La Fête est un concentré vivant ce que* l'Humanité *ne devrait jamais cesser d'être toute l'année, un si précieux mélange d'idéal et d'idées, de maturité et de jeunesse, de joie et d'arts festifs… »* Avec l'âme, l'esprit, les bras et les bonnes volontés qui caractérisent l'association, créée en 1996, toutes les équipes des Ami·es de l'Humanité ont scellé, cette année, quelque chose en ampleur qu'elles n'envisageaient pas forcément : la conjugaison entre l'harmonie de ce qui les constitue et une réussite en termes de participation allant bien au-delà de leurs espérances. À l'image du succès de la Fête en général, les *« ouah ! »* et les *« oh ! génial ! »* se sont succédé en s'additionnant, après chaque débat, chaque concert, donnant sens et vie à ce fil d'Ariane sans cesse retissé, rehaussé, réinventé.

Que de moments inoubliables en vérité, qu'il serait vain de vouloir schématiser. De la prestation de l'astrophysicien Jean-Pierre Bibring à celle d'Edwy Plenel, sans oublier ce « communisme qui vient » avec Bernard Friot et Bernard Vasseur, il y eut comme un trait commun bien résumé par André Minvielle, fidèle parmi les fidèles avec tous ses compagnons de musique et de poïélitique : *« Un public rebelle et assoiffé de savoirs, qui réagit à la hauteur de nos audaces. »* Ou pour l'exprimer autrement, cette formule de Cyril Mokaiesh, au bord des larmes après son tour de chant : *« De quoi être saisi d'émotion et de stupeur. »*



Autour des Grandes Bouches, les chœurs purs des Ami·es de l'Humanité, avec notamment Ariane Ascaride, Ernest Pignon-Ernest, Gérard Mordillat et Monique Pinçon-Charlot, ont entonné 120 ans de chansons pour les 120 ans du journal. GUILLAUME CLÉMENT/L'HUMANITÉ

Ernest Pignon-Ernest, président des Ami·es, le signifia à plusieurs reprises : *« Mais nous sommes envahis par la jeunesse ! »* La journaliste et essayiste Rokhaya Diallo, venue parler de « Femmes, race et classe » devant une foule débordant du chapiteau, ne démentira pas la réalité exceptionnelle d'un débat de près de deux heures. Intensité de l'écoute, qualité des interrogations exprimées par le public, toujours prêt à comprendre mieux, à en découdre. *« Avec ces participants là, mille fleurs s'épanouissent, mille questions se posent, c'est unique en son genre »*, osa Gérard Mordillat. Ce que confirmera Denis Olivennes, président de CMI France (le groupe de médias de Daniel Kretinsky), qui n'avait pas remis les pieds à la Fête depuis 1977. Face à lui, Fabien Gay, directeur de *l'Humanité* et sénateur, pour une confrontation majuscule sur l'état des medias et la mainmise des milliardaires, l'un et l'autre s'accordant parfois sur quelques constats inquiétants, exprimant le plus souvent leurs divergences profondes sur les solutions à entrevoir pour sauver le pluralisme de la presse.

Il n'est pas donné à tout le monde de prendre un bain de multitude. Et quand le Monsieur Loyal des Ami·es demande fréquemment au public « Ça va ? », comme dans l'amour quand tout s'emballe, nous perçûmes une forme de fraternité matricielle. Car, là où tout se « joue » en « art collectif » se mesure aussi par les échanges autour du bar et du repas, organisé cette année par la fédération communiste du Bas-Rhin. Des dialogues, des apostrophes, des embrassades, quand le « tout » l'emporte sur l'« accessoire », quand le mot de la fin n'est jamais bref. Il fallut d'ailleurs être là au bon moment pour saisir l'importance d'une phrase prononcée par Ariane Ascaride : *« Ici, il n'y a pas de devoir, il n'y a que du désir. »* Comme si, à chaque minute, il fallait s'attendre au surgissement de la pensée en action, propulsée dans toutes ses libertés et aspérités, conduite par des citoyens d'art et d'essai, a-musicien et philos'autres. Comme si ce monde en réduction continuait de créer des personnages à sa démesure.

JEAN-EMMANUEL DUCOIN

EN LUTTE

UN « TAUX D'EMPLOI STABLE »

Solidarités nouvelles face au chômage, dans son rapport annuel publié jeudi, préconise d'adopter le *« taux d'emploi stable »* comme indicateur de l'état du marché du travail, en excluant les contrats de moins de six mois ou les temps partiels subis.

ENQUÊTE SUR LA PETITE ENFANCE

La CGT demande une *« enquête urgente »* sur les faits de maltraitance et de collusion mis en lumière dans *les Ogres*, le livre de Victor Castanet consacré aux crèches privées. La confédération appelle à *« des réformes immédiates »* dans ce secteur.

L'HORLOGERIE SUISSE EN CRISE

La fédération horlogère suisse a alerté, jeudi, sur les perspectives *« très défavorables »* pour les exportations vers la Chine. Recourant déjà au chômage partiel, le secteur, employant 65 000 personnes, demande des mesures de soutien aux autorités du pays.

Les agents du Samusocial sonnent l'alarme

SOLIDARITÉ

L'intersyndicale (CGT, SUD, CFDT), qui appelait à faire grève ce jeudi à Paris, dénonce l'indignité des conditions de travail, ne permettant pas d'assurer un service correct aux usagers, et des niveaux de salaire qui précarisent les agents.



Les salariés réclament des augmentations de 10 %. PIERRICK VILLETTE

REPORTAGE

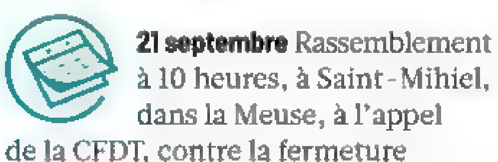
Environ 80 agents du Samusocial de Paris se sont rassemblés devant le siège de l'association pour dénoncer une *« situation de rupture »*. La CGT, la CFDT et SUD ont organisé une première journée de mobilisation, ce jeudi 19 septembre. Une autre journée de grève est d'ores et déjà prévue, le 26. Les haut-parleurs installés pour ce premier rendez-vous diffusent de la musique, mais l'ambiance n'est pas vraiment à la fête et la fatigue se lit sur les visages.

En cause, la dégradation des conditions de travail, qui ne permettent pas au groupement de remplir sa mission, ainsi que des salaires trop bas empêchant certains agents de vivre correctement. Le service public chargé de lutter contre la précarité est *« à bout de souffle »*, dénoncent ainsi les manifestants, qui déplorent de ne disposer ni des effectifs ni des moyens pour assurer un service suffisant.

Libasse, aide-soignant et secrétaire à l'organisation de la CGT du Samusocial de Paris, déplore le départ *« de beaucoup d'agents qui étaient en poste depuis plusieurs années, car ils ne pouvaient plus assurer leur mission auprès des usagers. On a beaucoup recours à l'intérim et aux vacataires, ce qui pose des problèmes au niveau de la continuité des soins »*. Un chauffeur accompagnant social, en poste depuis vingt-six ans, confirme ressentir une *« perte de sens. Parfois, j'ai l'impression de traiter un produit plutôt que d'accompagner un être humain »*.

Une médiatrice d'un centre d'hébergement d'urgence explique : *« On accueille des gens qui ont parfois traversé*

L'AGENDA



21 septembre Rassemblement à 10 heures, à Saint-Mihiel, dans la Meuse, à l'appel de la CFDT, contre la fermeture du site de Bonduelle (159 salariés) en mars 2025.

24 septembre Un préavis de grève a été déposé par la CGT, FO, la Base et l'Unsa *« pour l'ensemble des agents »* du RER B, contre *« des procédures de contrôle et d'intervention inadaptées »*.

26 septembre Rassemblement à midi devant le ministère des Transports, à l'appel de la CGT cheminots, contre la libéralisation du rail.

28 septembre Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident invite à manifester lors de la Journée internationale pour le droit à l'avortement.

1er octobre Journée de mobilisation interprofessionnelle à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires.

des océans dans des conditions déplorables ! La charge de travail est telle qu'on tombe souvent malades, on est moins efficaces sur le terrain. »

La situation du 115, le numéro d'urgence sociale, est également préoccupante. Deux écoutantes chargées de répondre et d'orienter les usagers vers des services d'hébergement témoignent, micro en main devant la foule, expliquant être surchargées d'appels et rarement pouvoir apporter une solution : *« Souvent, la seule réponse que l'on a à donner, c'est : désolé, on n'a pas de place. Ou alors on les envoie dans des hébergements dans lesquels on ne voudrait même pas aller nous-mêmes. »* Selon les délégués syndicaux, les personnels ne restent en moyenne que sept mois et demi en poste, à cause de la surcharge de travail.

Lucas, 31 ans, qui travaille sur la plateforme Agate (accompagnement global pour l'accès aux droits et à la lutte contre les exclusions), parle de comportements inappropriés, parfois *« d'agressions verbales ou physiques des hébergeurs envers les usagers. Il n'y a pas de traçabilité, on se retrouve à intervenir plusieurs fois pour les mêmes raisons, dans les mêmes hôtels »*.

ÉCOUTANTS, AGENTS D'ENTRETIEN, AGENTS DE RESTAURATION... PRIVÉS DE PRIME SÉGUR

Pour pallier ces difficultés, les revendications des salariés sont principalement d'ordre économique. Ils réclament la mise en place de la prime Ségur pour tous, du nom de la revalorisation salariale de 183 euros net accordée au personnel soignant et aux professionnels de santé, au lendemain de la crise du Covid, en voie d'élargissement à tout le médico-social. Celle-ci est pour l'instant réservée aux agents de terrain, considérés comme *« confrontés aux usagers »*. Les écoutants, pourtant en première ligne, agents d'entretien ou encore agents de restauration en sont toujours privés.

> La direction reconnaît que les salaires demeurent inférieurs à ceux du secteur.

Ils demandent aussi 10 % d'augmentation, ainsi que l'instauration d'un treizième mois, *« pour reconnaître les efforts considérables consentis par les agent·es »*. Selon Jordan Bernard, *« certains collègues galèrent tellement qu'ils vivent eux-mêmes dans des hôtels 115 »*.

La question salariale est d'autant plus importante qu'elle permettrait de régler d'autres difficultés, notamment en ce qui concerne les effectifs. Libasse affirme que *« moins de gens s'en iraient si les salaires étaient plus élevés. Et cela permettrait aussi de renforcer les effectifs en recrutant. Aujourd'hui, le salaire n'est pas attrayant, par rapport à la difficulté du secteur »*.

Dans un communiqué, la direction reconnaît que les salaires du Samusocial de Paris demeurent inférieurs à ceux du secteur, malgré l'adoption en 2023 d'un nouveau statut du personnel prévoyant une amélioration de la rémunération. *« L'écart a ainsi été réduit, même s'il n'a pas été comblé, et nous restons attentifs à ce qu'il ne se creuse pas à nouveau. Cela suppose que le Ségur pour tous soit pleinement applicable au Samusocial de Paris, dans les mêmes conditions que pour le reste du secteur »*, poursuit-elle. La direction générale a promis une réunion avec les représentants des salariés avant le 26 septembre, date de la prochaine grève. ■

LÉO SCHILLING

Lâché par Stellantis, Novares au bord de la fermeture

AUTOMOBILE L'équipementier, qui perd son principal client, a mis à l'ordre du jour du CSE central du 25 septembre la fermeture du site d'Ostwald. 126 emplois risquent de disparaître.

« Il y a peu d'espoir », confie un responsable syndical du Bas-Rhin, à la suite de la convocation du comité social et économique (CSE) par la direction de l'usine Novares, où la fermeture du site alsacien est le point central de l'ordre du jour du 25 septembre.

Dès le 11 septembre, un tract de l'intersyndicale CGT-FO-CFTC tirait la sonnette d'alarme après une réunion qui s'était tenue le 9. *« Notre direction générale a mis la machine en route pour supprimer les 126 emplois du site d'Ostwald »*, expliquaient les organisations, qui disaient avoir reçu cette annonce comme un *« coup de poignard »*, tout en condamnant une *« gestion contestable de l'activité qui privilégie les profits pour une minorité et la détresse sociale pour la majorité »*.

Spécialisé dans la production de composants en plastique pour l'industrie automobile, Novares travaillait à 90 %, selon les syndicats, pour un seul client – le groupe automobile Stellantis, issu de la fusion de PSA et de Fiat Chrysler –, qui a préféré délocaliser une partie de sa production dans les pays de l'Est. *« Il se passe chez Novares exactement la même chose que chez Dumarey, le fabricant strasbourgeois de boites de vitesses, qui travaillait lui aussi essentiellement pour un seul client, l'équipementier automobile allemand ZF, lequel a choisi de délocaliser en Slovénie et en Serbie, faisant perdre son client principal à Dumarey »*, analyse Laurent Feisthauer, le secrétaire de l'union départementale CGT du Bas-Rhin.

TOUTE UNE FILIÈRE EN CRISE

« Ce n'est pas qu'on n'a plus besoin de boites de vitesses, même si en effet la demande baisse globalement, c'est que la production part là où le coût de la main-d'œuvre est moins cher. C'est la solution des industriels pour continuer à engranger des profits dans une situation de crise », ajoute-t-il.

Selon les syndicalistes allemands d'IG Metall, avec qui la CGT du Bas-Rhin est en contact, ce sont par ailleurs 14 000 emplois qui vont être également supprimés en Allemagne, dans le groupe ZF. Si on ajoute que Volkswagen, qui est le premier constructeur automobile européen et qui emploie 110 000 personnes en Allemagne, envisage également des fermetures d'usines, on comprend que toute la filière de la sous-traitance soit en crise.

« Quand la décision a été prise par l'Union européenne d'interdire les moteurs thermiques en 2035, on devait dérouler un grand plan de transformation dans l'industrie automobile, on attend toujours. Personne ne sait où on va, donc tout le monde est frileux », constate le secrétaire de l'union départementale CGT, qui note par ailleurs que, pendant ce temps, les industriels chinois de l'automobile sont en train de se tailler la part du lion sur le marché mondial de l'automobile électrique. Les syndicats de la métallurgie ont prévu de manifester au Salon de l'automobile, qui aura lieu du 14 au 20 octobre à Paris, pour rendre visibles les revendications des salariés dans une filière industrielle entrée aujourd'hui dans une crise majeure. ■

JEAN-JACQUES RÉGIBIER



Novares vendait à Stellantis 90 % de sa production de composants en plastique. ÉRIC PIERMONT/AFP

l'Humanité
VENDREDI 20, SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 SEPTEMBRE 2024.

Les dessous de l'éviction inattendue de Thierry Breton

EUROPE Au-delà des frictions avec la présidente Ursula von der Leyen, l'ex-commissaire français défendait une souveraineté du continent qui cadrait mal avec l'atlantisme de la dirigeante allemande.



L'hyperprésidente de la Commission, Ursula von der Leyen, aurait obtenu de Paris la non-reconduction du commisaire au Marché intérieur . EPA / OLIVIER HOSLET

Si Thierry Breton a la passion des romans d'anticipation, sans doute n'avait-il pas prévu que sa carrière européenne se terminerait ainsi. Ce 16 septembre, le commissaire au Marché intérieur, en lice pour sa reconduction au sein du futur collège, a claqué la porte. Démission ou éviction ? Lors d'un appel téléphonique au chef de l'État français, Emmanuel Macron, l'hyperprésidente de la Commission, Ursula von der Leyen, aurait indiqué ne plus pouvoir travailler avec l'ancien chef d'entreprise passé par Bull, Thomson, France Télécom et Atos. Dans une lettre qu'il a adressée à la dirigeante allemande, Thierry Breton fustige une *« gouvernance douteuse »*. Il l'accuse en outre d'avoir procédé au chantage, en proposant à Paris un portefeuille plus conséquent si la France l'écartait. Quelques heures plus tard, c'est chose faite avec l'entrée en lice de l'homme lige d'Emmanuel Macron, Stéphane Séjourné, ministre démissionnaire des Affaires étrangères, ancien président du groupe Renew (libéraux) au Parlement européen et macroniste de la première heure.

« UN PROFIL JUGÉ PLUS CONCILIANT »

« Stéphane Séjourné n'a pas une énorme carrière politique derrière lui, on peut imaginer qu'il prendra plus directement ses ordres auprès de l'Élysée et que la ligne sera encore plus courte entre le palais et le représentant français qu'avec Thierry Breton », suggère pour *l'Humanité* un fonctionnaire européen. Après de virulentes critiques de l'ancien grand patron français à l'égard d'Ursula von der Leyen – il avait tancé sa candidature comme tête de liste du Parti populaire européen aux dernières élections –, Thierry Breton a-t-il été lâché en rase campagne à Bruxelles contre la promesse d'un poste au sein du futur gouvernement à Paris, comme le suggérerait son entrevue avec Michel Barnier, le week-end dernier ? Ou s'agit-il d'une ultime tentative d'Emmanuel Macron, après sa perte de terrain lors des législatives, de sauver ce qui peut encore l'être : son pouvoir à Bruxelles ? *« Le président de la République, en consultation avec le premier ministre, a fait le choix d'un profil jugé plus conciliant, qui a la capacité d'avoir la confiance de Paris, du collège des commissaires, de la présidente de la Commission et du Parlement européen, alors que se dessine un agenda industriel très difficile dans un Parlement très fragmenté »*, estime pour sa part un diplomate. Pour autant, si la France, deuxième puissance européenne, n'avait pas souhaité abandonner son ancien ministre de l'économie, Ursula von der Leyen aurait dû faire avec. *« Cette décision est cousue de fil blanc. Tout s'est fait très vite et de manière peu subtile. Tout laisse à penser que la décision a été préparée à Paris »*, explique un fonctionnaire à Bruxelles.

Une thèse qui ne convainc pas nombre d'élus, dont l'ancien eurodéputé de gauche Emmanuel Maurel. *« C'est une catastrophe pour l'influence de la France. Que Macron cède aussi facilement aux injonctions d'Ursula von der Leyen, c'est désastreux »*, souffle-t-il. L'affaire est en effet inédite. La candidature de Sylvie Goulard avait certes déjà

été rejetée en 2019, mais du fait du vote des eurodéputés, pas de la présidente de la Commission. Face à ce désaveu des élus, Thierry Breton entre en piste et devient commissaire européen. Déjà, à l'époque, il n'incarne pas le premier choix d'Emmanuel Macron, ce qui avait donné lieu à cette malice de l'intéressé, en 2022 : *« Je suis un plan B (...). Je suis là par accident. Toute ma vie, j'ai appris mon prochain job seulement quinze minutes avant. Je pourrais considérer une nouvelle affectation, un nouveau plan B »*, suggérait Thierry Breton en référence à une potentielle candidature à la présidence de la Commission en lieu et place d'Ursula von der Leyen. La provocation de trop.

OFFICIELLEMENT SUR LA MÊME LIGNE

Pour Emmanuel Maurel, l'affaire est cette fois politique : *« Quand un pays nomme un commissaire, il le défend. On peut reprocher des choses à Thierry Breton, mais pas d'avoir été inactif sur la question de la régulation numérique. »* Officiellement, Stéphane Séjourné comme Thierry Breton défendent la même ligne. L'affaire serait toutefois symptomatique d'un tiraillement entre une stratégie atlantiste et une autre plus favorable à la souveraineté européenne. En 2021, Ursula von der Leyen met en place le Trade and Technology Council (TTC), qui initie des rencontres régulières entre l'administration américaine et la Commission européenne afin d'harmoniser les relations commerciales, notamment dans le domaine du numérique et de l'intelligence artificielle. Or, à l'actif de Thierry Breton, on compte non seulement le Règlement européen sur les services numériques (DSA), le Règlement sur les infrastructures réseau (DNA), mais aussi les enquêtes visant X (ex Twitter), Meta (Facebook, Instagram) et TikTok, pour la diffusion présumée de « fausses informations » et de « discours de haine ». Un dossier qui avait donné lieu à une passe d'armes avec Elon Musk savamment mise en scène par Thierry Breton. Enfin, ce dernier a contribué à réhabiliter la filière nucléaire honnie des Allemands tout en brandissant, lors de la crise du Covid, des mesures de rétorsion face aux Américains, qui bloquaient des composants essentiels pour la production de vaccins. Résultat, Thierry Breton décide de boycotter une réunion du TTC. *« Il est un peu plus dans la tradition française d'autonomie et en désaccord avec Ursula von der Leyen de ce point de vue »*, relève Emmanuel Maurel.

Ursula von der Leyen a une conception solitaire du pouvoir et entend s'entourer de commissaires à sa main.

Insupportable pour la présidente de la Commission, qui a une conception solitaire du pouvoir et entend s'entourer de commissaires à sa main. *« Le lobby des Gafam n'est pas forcément celui qui a le plus l'oreille d'Ursula von der Leyen. S'il y avait eu un clash sur l'automobile, ça aurait été plus compliqué »*, estime cependant un collaborateur des institutions eu égard au poids allemand dans le secteur et à la stratégie de transition verte européenne. Reste une interrogation quant à l'approche de Stéphane Séjourné, qui décroche certes le titre de vice-président exécutif, dont ne jouissait pas Thierry Breton, mais sans que l'on sache s'il aura la volonté de reconstruire des filières grâce à l'intervention publique ou s'il préférera en la matière laisser la main libre au marché.

LINA SANKARI

Le Brandebourg hanté par le spectre de l'AfD

ALLEMAGNE Après les scrutins de Saxe et de Thuringe, les élections régionales de ce 22 septembre dans le Land du Brandebourg risquent de constituer un nouveau coup de tonnerre politique. L'AfD (extrême droite) pourrait en effet s'imposer à nouveau comme première force avec environ 28 % des suffrages selon les sondages, devant le SPD du ministre-président sortant Dietmar Woidke (25 %). Le niveau d'impopularité du pouvoir tripartite (SPD / Verts / libéraux) est historique. Selon une dernière enquête d'opinion, seulement 3 % des personnes interrogées soutiendraient encore le pouvoir fédéral. Woidke (SPD) a significativement interdit au chancelier ou à l'un de ses ministres de participer de près ou de loin à la campagne. Quant aux Verts et aux libéraux, ils sont menacés, une nouvelle fois, de ne plus être représentés dans l'Assemblée du Land avec des scores sous la barre qualificative des 5 %. La CDU – aujourd'hui associée avec les Verts au gouvernement du ministre-président SPD sortant - se maintiendrait autour de 16 %. L'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), issue d'une scission avec Die Linke sur une ligne populo-souverainiste, hostile à l'immigration, serait créditée de 14 %. Loin de réduire l'AfD, le nouveau parti bénéficierait d'un transfert massif des voix de Die Linke, elle aussi menacée de disparaître du Landtag.

B. O.



Le chanteur s'était éloigné de l'industrie musicale depuis *la Radiolina*, paru en 2007. MOISES SAMAN / MAGNUM

Manu Chao revient pour briser les frontières

MUSIQUE Après une décennie à parcourir le monde en toute discrétion, le rockeur humaniste offre à son public *Viva Tu*, un 5e album acoustique très émouvant.

C'est un grand retour que l'on n'attendait plus, du moins pas sous cette forme. Absent des médias depuis 2013, Manu Chao menait sa barque loin des projecteurs, sillonnant la terre entière en toute humilité. Depuis *la Radiolina* (2007), l'artiste répétait à qui voulait l'entendre sa volonté de délaisser le format album et de s'éloigner de l'industrie musicale. L'icône du rock latino s'était résolue à partager ses chansons en téléchargement libre sur son site et sur YouTube. De la même manière que *Clandestino* (1998), *la Radiolina* devait donc clore un chapitre pour Manu Chao. Dur de saisir le revirement, dix-sept ans plus tard, de l'homme au poncho multicolore et au bonnet péruvien devenu une légende internationale et qui revient avec un nouvel album, *Viva Tu*, « longue vie à toi » dans la langue de ses aïeux.

PETIT-FILS D'UN COMMUNISTE ESPAGNOL

Ces dernières années, l'artiste altermondialiste se produisait dans des petites salles et festivals humanistes, de Singapour à la Bolivie en passant par la Bosnie. Il n'en restait pas moins l'un des artistes français les plus vendus à l'étranger. Et sa musique, un symbole universel d'émancipation. Depuis quelques mois, un remix de son titre emblématique *Me Gustas Tu* venait inonder la plateforme TikTok, accompagnant des centaines de milliers de vidéos de voyageurs pour illustrer leur sentiment de liberté.

Mais avant de chanter la mélancolie et la révolte de par le monde, Manu Chao était avant tout le petit-fils d'un communiste, Tomás Ortega, exilé pendant la guerre civile et saboteur de liaisons téléphoniques dans les villes prêtes à tomber aux mains des franquistes. Un modèle d'engagement, couplé à la culture hispanique exigeante transmise par ses parents (Gabriel Garcia Marquez était un ami de la famille). Non loin des usines Renault de Boulogne-Billancourt, il se familiarise avec les Clash, Chuck Berry et Bob Marley. Un peu de punk, un peu de reggae. Les bases sont posées et son goût pour l'éclectisme se développe dans la bouillonnante scène du rock alternatif des années 1980. D'abord avec Hot Pants, son groupe de rockabilly, puis aux côtés des Carayos – composés d'un futur membre des Wampas et du Garçon boucher François Hadji Lazaro. En 1987, la Mano Negra naît en famille – son cousin et son frère forment le trio. En mélangeant des cuivres issus de la musique mexicaine et les rythmiques rock, la Mano innove et sa musique entête. *Patchanka* (1988), *Puta's Fever* (1989) et *King of Bongo* (1991) participent à l'émergence du rock alternatif latino. Le groupe devient incontournable en France, jusqu'à s'ouvrir les portes de l'Amérique du Sud : aux premières loges pour contempler les luttes du continent.

VAGUE À L'ÂME ENVELOPPÉ DE CANDEUR

Séparé de la Mano et tombé amoureux de la techno hardcore durant son passage au Brésil, Manu Chao se lance à l'aube des années 2000 avec un disque censé clore sa carrière : *Clandestino*. À l'origine nourri d'électro, un bug informatique donnera finalement lieu au projet plus épuré et acoustique que l'on connaît : un carnet de voyage, métissage élégant de rumba et autres musiques traditionnelles. Des extraits de textes radiophoniques du sous-commandant Marcos, en soutien au mouvement zapatiste, illustrent la constance de ses engagements. Porté par *Bongo Bong*, *Je ne t'aime plus* et l'hymne internationaliste qui donne son nom à l'album, son succès dépasse les frontières. La carrière solo de Manu Chao commence là où elle aurait dû s'arrêter.

Nourri tout autant par la tradition antifasciste de sa famille que par ses voyages et expériences en banlieue parisienne, le chanteur participe à la fondation d'Attac, donne de la voix à Gênes en 2001 lors des émeutes anti-G8, au Larzac en 2003, ou à la Fête de l'Humanité à maintes reprises. Car la musique de Manu Chao tire aussi sa puissance de son militantisme. La raison, peut-être, de ce retour inattendu. Plus électrique et plus proche des versions live de ses précédents morceaux, son quatrième album, *la Radiolina*, devait être son dernier. Mais Manu Chao a décidé de revenir sur ses paroles. Avec *Viva Tu*, le Franco-Espagnol condense ses dernières années passées sur les routes et pose son regard empathique sur le monde.

En français, espagnol, portugais et anglais, *Viva Tu* apparaît comme une douce continuité, où l'acoustique reprend le pas sur les guitares électriques. L'album de 13 titres s'ouvre avec *Vecinos en el mar*, sorte de comptine libertaire. La fausse candeur musicale et vocale de Manu Chao camoufle toujours un vague à l'âme évident. Les touches de flamenco, reggae, de salsa cubaine et même de country – en témoigne sa collaboration avec Willie Nelson accompagnent des textes abordant l'état du monde, toujours à hauteur d'humain. Dans *São Paulo Motoboy*, l'artiste décrit le quotidien des coursiers brésiliens bravant la précarité, leurs peurs comme leurs rêves. La rappeuse française Laeti, aperçue dans la série *Validé*, s'invite aussi sur le nostalgique mais réconfortant *Tu te vas*. Et, comme souvent, retentissent les bruitages et sirènes qui font la signature du chanteur. Si Manu Chao n'a jamais cessé de créer, *Viva Tu* vient le rappeler à notre bon souvenir. ■

PABLO PATARIN

Viva Tu, Manu Chao, Radio Bemba x Because Music

Jamie XX, la culture club made in UK

MUSIQUE Depuis ses débuts aux côtés du groupe britannique The XX, le prodige de l'électro londonienne n'a cessé de faire l'étalage de sa science du rythme et de la mélodie.

Un nom parmi les plus banals de Grande-Bretagne mais qui cache un talent hors du commun. Jamie Smith est l'homme derrière les hits éthérés du trio indie pop The XX, qui sévit dès la fin des années 2000. Le DJ du groupe, adoubé du célèbre Mercury Prize, avec lequel il continuera de créer jusqu'en 2017, se lance en solitaire dès 2011 avec un album entier de remixs du légendaire poète des rues Gil Scott-Heron. Dans l'ombre, il est réclamé par les plus grandes stars de sa génération, d'Adèle à Drake en passant par Alicia Keys.

C'est en 2015 que Jamie confirme ses ambitions et trouve son public avec le brillant *In Colour*, véritable patchwork musical où le passionné, nourri d'une culture club, de soul, de hip hop, de UK garage ou de dubstep, confirme son talent. Un premier album dansant, mélodieux et exigeant, dans lequel Jamie retrouve ses comparses des XX, Romy autrice l'an passé d'un album prometteur et devenue une collaboratrice régulière du DJ en vogue Fred Again – et le nonchalant Oliver Sim, avec lequel il donne naissance au subtil et mélancolique *Stranger In a Room*. Jamie XX mêle les styles pour créer sa propre empreinte, british à souhait et délicieusement protéiforme. Rien d'étonnant, alors, à ce que son second album, *In Waves*, vienne s'inscrire dans la même veine.

> L'artiste rend hommage à ces moments où se mêlent joie et introspection sur la piste de danse.

Le talentueux producteur a pris son temps, neuf ans et quelques singles après ce premier projet réussi, dont l'oppressant *Idontknow* et l'ultra rythmé *It's so Good*, titre tutoyant la très tendance baile funk brésilienne, imaginé pour une campagne Coco Chanel. Les 12 titres du projet, conçus sur une période de quatre ans, ont été testés lors des innombrables DJ sets de l'artiste pour s'assurer de leur effet sur les foules. L'artiste y rend hommage à ces moments où se mêlent joie et introspection sur la piste de danse. Quelques mois plus tôt, Jamie XX avait décidé de propulser son projet avec le single entraînant *Treat Each Other Right*. Le clip venait grossièrement capturer l'hédonisme de personnages hauts en couleur dans un club à l'ambiance douteuse, mais aussi la beauté de la transe à l'œuvre. Un attrayant résumé des intentions du producteur.

Sur *In Waves*, chaque morceau est un univers et conte sa propre histoire, nous projetant dans la fièvre des clubs anglais, sans jamais laisser de répit à l'auditeur, continuellement stimulé. Jamie XX maîtrise aussi bien l'endurance que le sprint, par son sens de l'acmé, ses crescendos incessants se mêlant à une exaltante répétitivité. Il convoque des sonorités à la fois pop et industrielles, le meilleur de la house, de la techno et d'une foule d'autres genres dérivés rassemblés sous le nom de musique électronique.

Outre ses camarades XX, Jamie a fait appel à une foule d'invités de tous les continents et générations tels que les Australiens de The Avalanches, la Suédoise Robyn, ou encore l'icône américaine de la culture club Honey Dijon. À leurs côtés, Jamie XX nous surprend par des changements rythmiques ou de tonalité, des superpositions mélodiques qui, peu à peu, viennent donner une véritable âme au dancefloor. ■ **P. P.**



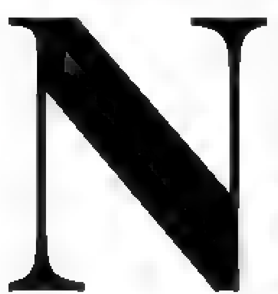
Neuf ans après *In Colour*, le talentueux producteur sort un deuxieme album. ALASDAIR MCLELLAN

In Waves, Jamie XX, Young.

Enjoy! le cercle sans fin de la précarité

PLATEFORME À travers les regards de trois travailleurs exploités et bloqués dans la machine libérale, cette série met en exergue les ravages de l'obligation à une surenchère constante.

***Enjoy !*, France.tv**



Ne pas se faire digérer par un capitalisme prédateur relève de l'exploit. Son empreinte imprègne toutes les strates de la société. Malgré la meilleure volonté du monde, il est impossible d'y échapper totalement. La série *Enjoy !*, en six épisodes, en donne un aperçu à travers le destin de trois travailleurs précaires, chacun à sa façon. Abel (interprété par Jean-Désiré Augnet, récompensé du prix Jeune espoir masculin au Festival de la fiction 2024) est étudiant. Livreur en parallèle de ses cours, il n'a d'autre choix que de se plier à la concurrence accrue d'Enjoy, une application de livraison à domicile – un ersatz de Deliveroo. Après tout, il doit financer ses études et aider sa mère à payer le loyer de leur appartement, qui part en lambeaux.



Abel (Jean-Désiré Augnet) est obligé d'être livreur pour payer ses études et le loyer de sa mère. TIBAULT GRABHERR

UNE SATIRE DE CNEWS

Yass (Camille Moutawakil), étudiante en journalisme, est quant à elle stagiaire au sein de H24, une chaîne d'information en continu. La ligne éditoriale d'extrême droite se débride de jour en jour et ses supérieurs ne cachent plus leur projet politique. Alors que son stage touche à sa fin, et que le contrat tant espéré s'éloigne, elle se laisse embarquer dans la quête de sujets clivants, quitte à renoncer à certaines de ses convictions. Enfin, Igor (Baptiste Carrion-Weiss) est un jeune avocat prêt à privilégier ses idéaux progressistes plutôt que de respecter les conventions. « *L'immunité que l'on donne aux policiers, dans ce pays, doit cesser !* » lance-t-il par exemple lors d'un procès où il défend un jeune homme accusé de coups et blessures sur un agent. Pourtant, une fois qu'il est embarqué dans le cirque médiatique, que des passants le reconnaissent dans la rue, il n'hésite plus à plonger dans la surenchère. Il faut bien se rendre indispensable pour être de nouveau invité.

> Trois profils divers, originaires de classes sociales différentes, mais qui vont finir par se croiser.

Trois profils divers, originaires de classes sociales différentes, mais qui vont finir par se croiser. Alors qu'il vient d'acheter son dîner, Igor se fait frapper par Abel, en pleine altercation. Ce dernier, qui ne l'a pas fait consciemment, fuit. La scène, filmée, est dénichée par Yass, dont c'est la dernière chance au sein de H24. Quoi de mieux que la vidéo d'un jeune livreur noir qui frappe un avocat blanc pour se faire remarquer par sa direction ? Après tout, elle travaille pour *Contre-Attaque* – un talk-show inspiré de *l'Heure des pros*, dont la copie de Pascal Praud, appelé Paul Parsène, est interprétée par Bruno Salomone. La machine médiatique se met immédiatement en marche. Des discours populistes et xénophobes affluent de toutes parts, engloutissant les protagonistes. Un retour en arrière est illusoire. Il ne leur reste qu'à garder la tête hors de l'eau, limiter les dégâts pour ne pas sombrer. Primé pour son scénario, imaginé par Katell Guillou et par Benoît Marchisio, au Festival de la fiction 2024, *Enjoy !* dissèque les maux de notre société. Du champ médiatique au champ social, elle offre une réflexion maligne et touchante sur la tournure qu'ont prise ces dernières années. ■

TOM DEMARS-GRANJA

Une *Maison* cousue de fil blanc

PLATEFORME Apple TV+ s'attaque au milieu de la haute couture. En dépit d'une distribution impressionnante et d'un synopsis attrayant, cette série française souffre de nombreuses faiblesses.

***La Maison*, Apple TV+**

Malgré ses aspirations, *la Maison* n'a rien de radical. Le sujet de la série, un couturier à la tête d'une maison centenaire voit son avenir s'assombrir alors que son comportement violent et « romantique » ne correspond plus à l'époque, laissait pourtant espérer le contraire. Lambert Wilson y incarne Vincent Ledu, créateur maniéré, aristocrate et obnubilé par son héritage. Tandis que son travail est en voie de canonisation – un défilé événement va célébrer les 100 ans de la maison familiale et il est fait commandeur des Arts et Lettres –, tout son monde s'écroule. Une vidéo où il tient des propos racistes après avoir perdu un contrat à sept chiffres fait le tour du monde. S'ensuit une escalade de condamnations et de boycotts, mais aussi de trahisons (de proches désireux de récupérer la direction, de concurrents avides de prestige). Hélas, la seconde partie prend le pas sur la première.

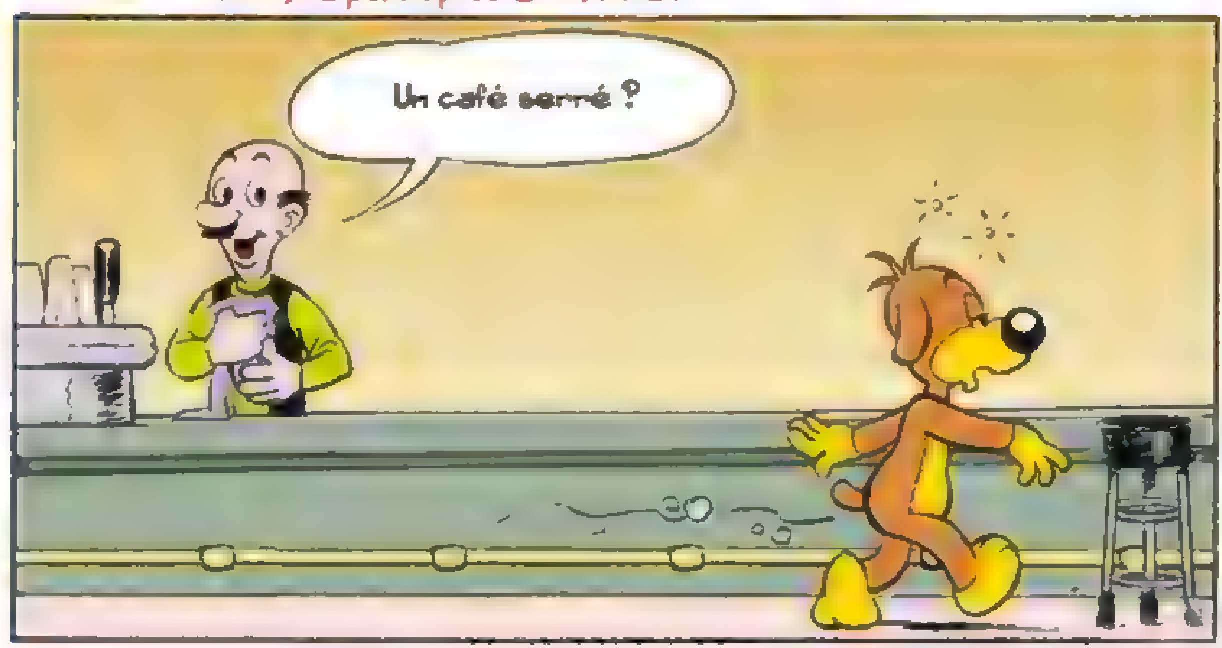
UNE RADICALITÉ QUI FINIT ASEPTISÉE

Pas vraiment subversive, ni franchement politique, la série résume son propos à l'individu. D'une part, les tractations autour du rachat de la maison servent de prétexte à développer un énième conflit au sein d'une famille bourgeoise. D'autre part, les multiples références à un pseudo-wokisme ambiant, rabâché par des réactionnaires, se résument à une fracture entre de jeunes créateurs revendicatifs et une vieille garde conservatrice. Se concentrer sur un conflit générationnel empêche ainsi la série d'aborder frontalement la part systémique des problèmes inhérents au secteur de la mode (sexisme, appropriation culturelle, mépris de classe). Surtout, *la Maison* prolonge en partie les problèmes qu'elle pointe. Dans cette série imaginée par José Caltagirone et par Valentine Milville, la radicalité fait des compromis, puis finit par rentrer dans le rang. Le milieu concerné n'a alors qu'à évoluer à la marge, tout en protégeant sa part destructrice.

Un décalage qui se ressent dans l'imagerie de la série. Le tangible est évité, l'environnement est flouté. Seul ce que *la Maison* veut montrer, soit des ateliers de couture situés dans des hôtels privés et des espaces naturels dont aucun brin d'herbe ne dépasse, a droit à une attention particulière. Soit des cadres dont il est possible de contrôler le moindre recoin. Qu'Apple, une multinationale dont la renommée s'est construite sur le mythe d'un créateur (Steve Jobs) dont la vision aurait permis de conserver l'idéal de la « maison », produise cette série n'a donc rien d'étonnant. ■

T. D.-G.





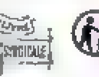


L'étymologie du mot « bistro » remonterait à 1814, à l'époque de l'occupation de Paris par les soldats de la cavalerie de l'armée russe du tsar Alexandre Ier qui avaient l'habitude de crier « быстро, быстро » dans les bars parisiens pour demander qu'on leur serve rapidement à boire.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fond d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 18 septembre 2024 37 002 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne · 60 % ou 100 % de fibres recyclées · IFDG
Eutrophisation PTot · 0,01 kg/tonne









LE COIN DU FOU par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE G. KASPARJAN, 1958 ***
Les Blancs jouent et gagnent

SOLUTION : **1.Te8+ Rb7 2.Te7+** (la Tour s'est positionnée en 7ème rangée avec gain de temps.) **2...Ra8** (sur : 2...Rc8? 3.Rc6! Dg8 4.Fg4+ Rb8 5.Fc7+ Ra7 ((5...Ra8 6.Fxf3+–)) 6.Fd6+ Ra6 7.b5+ Ra5 8.Ta7#) **3.Rc6! Db8!** (après : 3...Df2 4.Fb6! Dc2+ 5.Fc5 Da4+ 6.b5 Df4 7.Te8+ Db8 8.Fxf3! Dxe8+ 9.Rc7+ De4 10.Fxe4#) **4.Te8!** (surtout pas : 4.Fxf3? Db7+! 5.Txb7= pat) **4...Dxe8+ 5.Fxe8 f2 6.Rc7! f1D 7.Fc6+ Ra7 8.Fb6+ Ra6 9.b5+! Dxb5 10.Fb7# 1-0**

Code des symboles : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup intéressant ■ +– Avantage décisif pour les Blancs ■ –+ Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat

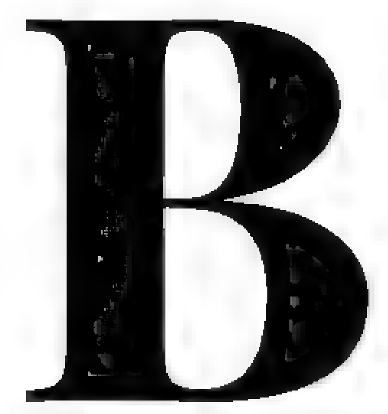
LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

PLANÈTE Lors des campagnes des législatives et des européennes, les enjeux environnementaux n'ont occupé que 3 à 5 % du temps médiatique. Regards croisés sur la place de l'écologie dans le débat public à l'Agora de la Fête de l'Humanité.



AGORA

La préoccupation écologique perd-elle du terrain ?



Bien que parmi les premières préoccupations des Français, l'écologie disparaît peu à peu du débat public sous la pression de forces réactionnaires. À la Fête de l'Humanité, Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, Jean Baptiste Comby, sociologue, Lena Lazare, des Soulèvements de la Terre, et Fabienne Rouchy, de la CGT, ont proposé leurs solutions pour remettre les enjeux environnementaux au centre des échanges.

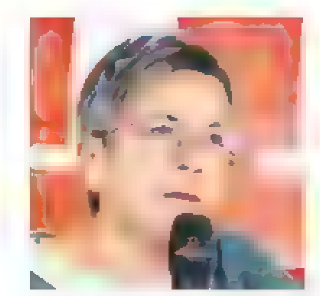
L'écologie peut-elle être consensuelle ou faut-il assumer d'en faire un sujet de clivage, de lutte des classes ?

Fabienne Rouchy Les travailleurs sont les premières victimes des problèmes sociaux et écologiques, lorsque des processus de production dégradent l'environnement. Des projets alternatifs pour transformer l'appareil productif ont parfois réussi, après de longues luttes. Les pouvoirs publics ont un rôle à jouer mais n'ont pas décidé de le faire. Le nouveau premier ministre, un ancien commissaire européen, va s'appuyer sur les décisions de la Commission européenne avec une procédure pour déficit excessif vis-à-vis de la France. Les budgets de nombreux ministères, dont celui de la Transition écologique, vont être sabrés. Jamais la France ne pourra tenir ses engagements climatiques dans ces conditions. Les aides publiques aux entreprises – environ 200 milliards d'euros par an – sont essentiellement captées par les grands groupes. Elles devraient au minimum être conditionnées à des critères sociaux et environnementaux.

Léna Lazare L'écologie est un sujet de lutte des classes. Je trouve inquiétant de voir des partis politiques de droite ou d'extrême droite l'accaparer. Le greenwashing progresse. Nous voulons une écologie conséquente qui suit les consensus scientifiques, donc qui rime avec justice sociale. On a vraiment besoin d'une révolution.

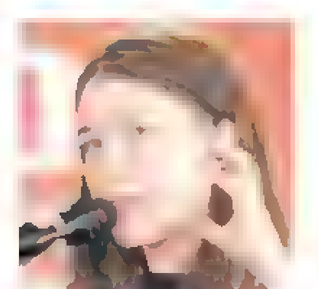
Jean-Baptiste Comby L'adhésion aux politiques écologiques, sur lesquelles les bourgeoisies ont mis la main,





«Le sentiment d'abandon est dû pour partie à la dégradation constante des services publics.»

FABIENNE ROUCHY RESPONSABLE DES QUESTIONS ÉCOLOGIQUES À LA CGT



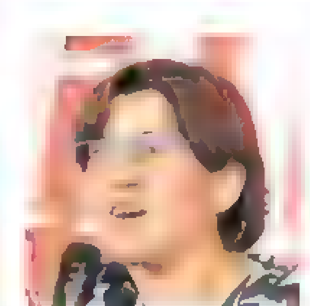
«À ce jour l'individuel est plébiscité et, sans action collective, on ne changera pas les choses.»

LÉNA LAZARE PORTE-PAROLE DES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE



«Une transition sans transformer les hiérarchies sociales et les rapports de pouvoir serait vaine.»

JEAN-BAPTISTE COMBY SOCIOLOGUE



« Ce ne sont pas que des enjeux de lutte des classes mais de justice, entre les régions du monde.»

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE PALÉOCLIMATOLOGUE

perd du terrain. En un sens, tant mieux : c'est une écologie qui se présente comme consensuelle alors qu'elle ne l'est pas. En revanche, la préoccupation environnementale ne perd pas de terrain. Elle se manifeste, y compris chez des gens qui peuvent avoir des orientations politiques opposées, quand on prend le temps de parler, de les écouter, dans une réelle inquiétude pour la dégradation des milieux naturels et des milieux de vie dans lesquels ils évoluent. L'écologie est nécessairement inscrite dans la lutte des classes, parce qu'elle accentue des inégalités sociales, lesquelles sont le produit de rapports de domination. Pour combattre les inégalités sociales face à l'enjeu environnemental, il faut transformer en profondeur les cadres sociaux de la vie commune qui sont inlassablement et malheureusement profondément mis en place par une classe possédante, une classe dominante qui a le pouvoir sur tout et surtout celui de détruire la vie sur Terre.

Valérie Masson-Delmotte C'est un enjeu de débat démocratique alors que les questions environnementales et écologiques sont passées sous silence. Ce ne sont pas que des enjeux de lutte des classes mais aussi de justice, entre toute les régions du monde, par rapport aux impacts, à l'intérieur de chaque communauté, lieu de vie, ou entre générations, et par rapport aux espèces vivantes qui prennent de plein fouet les conséquences climatiques. Le déni perdure, mais nous sommes surtout dans le dur du rapport de force, au sens où changer d'échelle, notamment pour décarboner, est un choix de priorité de financement dans un contexte d'inflation, d'érosion du pouvoir d'achat : comment créer l'adhésion des classes moyennes et populaires, faire en sorte que les entreprises n'alimentent pas le backlash environnemental ?

Comment mobiliser et parler de la transition ?

Fabienne Rouchy Nous essayons de mettre des outils à disposition des salariés. Mais, très souvent, il faut faire grève, insister collectivement, et il est extrêmement difficile de se faire entendre par les pouvoirs publics. Nous menons aussi des débats avec des syndicats d'autres pays pour confronter nos points de vue, nos pratiques. L'accompagnement des citoyens, des salariés est nécessaire pour réussir la transition. Même avec les aides de l'État, qui vont diminuer, l'achat d'une voiture électrique, d'une pompe à chaleur représente parfois un ou deux années de salaire. L'accompagnement doit être ciblé avec des aides à destination des salariés, des citoyens, en fonction de leurs revenus. Enfin, la transition écologique ne se fera pas sans services publics forts. Parce que ce sentiment de déclassement, d'abandon, qui fait que beaucoup d'électeurs ont voté pour le RN, dont les solutions sont mensongères, est dû pour partie à la dégradation constante des services publics depuis des années.

Jean-Baptiste Comby À la fin des années 2000, l'écologie est d'abord une question morale. À la fin des années 2010, elle devient une question sociale. Il faut passer à l'étape suivante. L'écologie doit devenir une question de pouvoir. La transition, aussi juste soit-elle, ne suffira pas à faire advenir la société écologique dont nous avons besoin. Il faut transformer bien plus que la répartition de l'effort environnemental : le système de relations dans lequel on vit. Les dominants détiennent le pouvoir de définir les modalités d'intégration dans la vie sociale. En ce sens, il faut passer d'un raisonnement en termes de transition à un raisonnement en termes de transformation des logiques sociales dominantes qui ne nous permettent pas, collectivement, d'élaborer une société écologique, d'adopter des modes de vie écologiques. Une transition sans transformer les hiérarchies sociales et les rapports de pouvoir serait vaine. Partout dans le monde social, à l'école, sur le marché du travail, les logiques dominantes évaluent et sélectionnent pour mettre en concurrence. Le premier combat de l'écologie doit se dérouler contre ces logiques. Ensuite, il pourra y avoir une transition, qui pourra peut-être être juste. Auparavant, elle continuera à être perçue comme punitive par une grande partie de la population.

Entre la COP 21 et les grandes marches pour le climat, l'écologie était partout, au moins dans les discours. Depuis, elle perd du terrain…

Valérie Masson-Delmotte Mon regard est celui d'une scientifique : faire monter en compétences, faire en sorte que les connaissances soient émancipatrices, que l'ensemble de la société puisse se les approprier. Il faut rendre visible ce mouvement de fond, avoir une réflexion sur les transformations pour faire face aux enjeux écologiques, sociaux. Il y a beaucoup de champs à explorer pour faire du lien entre les territoires et les personnes, davantage qu'une approche binaire caricaturale qui va conduire à du rejet. La négation de la réalité climatique s'est estompée devant la réalité des faits, mais aujourd'hui, il y a une désinformation croissante sur chaque levier d'action, ou possibilité de transformer nos styles de vie de façon à les décarboner. Il faut retisser du lien et, même si nous sommes tous différents, l'intégrer dans les visions qu'on va construire ensemble, que ce ne soit pas un objet de clivage, d'approche binaire.

Léna Lazare Plus de 600 collectifs en lutte contre des projets polluants sont répertoriés sur le territoire français, pas uniquement dans des grandes villes. Ce sont souvent des personnes directement impactées par des projets. Quand il y a de la pollution près de chez soi, une usine à bitume qui met en danger la santé de vos enfants, ou que le paysage auquel vous êtes attaché se transforme parce que des entrepôts Amazon s'y implantent, le ravage écologique devient concret au quotidien. Malheureusement, lorsqu'on lit les résumés du rapport du Giec, c'est tellement écrasant que certaines personnes sont dans le déni, apeurées ou en colère. Les seules pistes d'action plébiscitées sont individuelles et, même si elles sont importantes, elles ont fait du mal au mouvement écologiste. Parce que, sans action collective, on ne parviendra pas à changer les choses. Cette écologie concrète, sur le terrain, qui souvent rime aussi avec justice sociale, donne un sens tout nouveau à cette lutte et permet d'embarquer beaucoup plus largement les gens. Cela fait se rencontrer des mondes qui ne se seraient jamais rencontrés.

Récemment, le réalisateur Cyril Dion se posait la question de l'utilité de ses interventions dans les médias pour parler des problématiques environnementales. Est-ce une préoccupation que vous partagez ?

Valérie Masson-Delmotte Le point de vue des climatologues est souvent mobilisé pour commenter des événements extrêmes à fort impact ou le suivi des émissions de gaz à effet de serre. On peut être utile quand, derrière une actualité qui suscite de l'intérêt, on parvient à donner du recul, montrer comment on en est arrivé là et ce qu'on pourrait faire autrement. Cela demande du temps et ne correspond pas au traitement médiatique de l'immédiateté. Un de nos rôles, sous-exploité, est de montrer les impostures. Derrière le discours de l'extrême droite, il n'y a pas la moindre proposition par rapport à l'adaptation au changement climatique. Derrière un discours qui revendique la souveraineté, rien n'est préparé pour sortir des énergies fossiles, et c'est acter la dépendance à des états pétroliers gaziers. Les scientifiques peuvent-ils être des chiens de garde concernant la manière dont les faits scientifiques sont utilisés par la société ? Cela demande d'autres formes d'engagement, de prise de parole quand les médias le permettent.

Fabienne Rouchy Pour donner du matériau aux syndicalistes et aux travailleurs, la CGT s'appuie sur ■■■

■■■ les travaux du Giec. Nous avons notre propre entreprise de presse, *la Vie ouvrière*, où nous expliquons notamment comment on arrive dans les entreprises à lutter et à concrétiser des projets alternatifs. Le poids du RN et de ses idées représente un danger pour la société. Le Conseil national de la Résistance avait pris soin d'expliquer qu'il fallait que les médias n'appartiennent pas à quelques personnes qui avaient les moyens de se les payer. Les militants ont un rôle à jouer pour expliquer, remettre dans le débat public, s'approprier ces fondamentaux qui sont absolument cruciaux pour l'avenir de la planète.

Jean-Baptiste Comby Il faut s'interroger sur la manière dont on parle de l'écologie. La question des inégalités environnementales progresse dans les discours mais reste encore très marginale. Ce qui peut parler aux classes populaires, plus vulnérables, c'est d'abord cette question d'inégalité face aux souffrances environnementales. Dans la galaxie écologiste, l'objectif est de créer des imaginaires désirables. C'est important, mais c'est poser la question à l'envers. Attention à ne pas trop mettre l'accent sur l'idéologie de la prise de conscience : les effets et bienfaits de la sensibilisation ne sont pas si clairs. Au contraire, les gens en ont ras le bol. La question écologique n'est pas uniquement la connaissance des mécanismes climatiques, mais aussi l'éducation à la transformation sociale, ce qui fait que nous vivons de cette façon là et que nous avons tant de mal à nous projeter dans des manières écologiques de vivre.

Léna Lazare Le traitement médiatique a changé. En 2019, nous disposions d'espaces médiatiques pour parler de la gravité du problème et proposer des pistes de mobilisation. À présent, dans la plupart des médias, ce sont des débats sur l'écoterrorisme. Lorsque le gouvernement a voulu dissoudre les Soulèvements de la Terre, nous avons montré que nous étions trop nombreux, que cela revenait à dissoudre une part du mouvement pour une justice sociale et écologiste. Une stratégie utilisée depuis longtemps contre ces mouvements consiste à isoler ceux qui seraient les plus radicaux pour que les autres s'éloignent afin d'éviter d'être criminalisés avec eux. La répression commence toujours quelque part, mais elle finit par nous concerner tous. Il ne faut pas les laisser créer des divisions entre nous. Mais ce traitement pose la question de nous rendre dans ces médias.

Y a-t-il quand même de l'espoir ?

Fabienne Rouchy Le syndicalisme doit être porteur d'espoir. La présentation et le débat sur le budget arrivent à l'Assemblée à partir de début octobre. La CGT, la FSU et Solidaires propose, le 1er octobre, une mobilisation interprofessionnelle pour essayer de peser sur des décisions. Il y a de l'espoir, mais rien ne nous sera donné.

Jean-Baptiste Comby L'emprise du capitalisme sur nos vies n'est pas une fatalité. Mais pour cela, il faut se battre collectivement, politiquement, auprès de toutes les organisations politiques de transformation sociale.

Léna Lazare Il existe beaucoup d'initiatives d'habitants partout en France. Nous voyons aussi de la solidarité entre toutes les composantes du mouvement social et écologiste, nous essayons d'articuler nos luttes. Même si la répression s'accentue et les idées d'extrême droite se répandent, nous sommes un mouvement de plus en plus structuré et fort.

Valérie Masson-Delmotte J'espère qu'en 2054, nous pourrons discerner la stabilisation du réchauffement ; que nous aurons construit des économies décarbonées avec des emplois décents ; préservé les écosystèmes avec davantage d'attachement à la nature. Que nous gérerons les conséquences inévitables en termes de climat ; que nous aurons anticipé et transformé les infrastructures ; créé de nouvelles solidarités. Cette vision de là où l'on veut être donne du courage et de la détermination. ■

DÉBAT ANIMÉ PAR EMILIO MESLET ET JESSICA STEPHAN
REPORTAGE PHOTO : MAGALI BRAGARD POUR *L'HUMANITÉ*



Les langues régionales, un acquis pour la République

JEAN-FRANÇOIS TÉALDI
Journaliste, membre du conseil national du PCF 2008-2016

TRIBUNE

Dans le cadre de la niche parlementaire du groupe Gauche démocratique et républicaine (GDR), l'Assemblée a adopté, le 30 mai, une pro-position de loi rapportée par Steve Chailloux, « *pour une meilleure réussite scolaire des jeunes Ultramarins grâce à l'apprentissage des langues régionales* » (82 voix pour, zéro contre). « *Dans les académies d'outre-mer, les langues régionales sont une matière enseignée dans tous les établissements scolaires tout au long de la scolarité.* » En commission des Affaires culturelles, le député GDR Frédéric Maillot avait rappelé : « *Réfléchir dans la culture de l'autre, on sera toujours l'idiot, le décrocheur. Chaque décrocheur est potentiellement raccrocheur, nos langues créoles peuvent être ce raccrocheur.* »

De Cachin en 1938 à aujourd'hui, il faut rappeler le combat du PCF pour les langues régionales. Ainsi, dès 1930, les communistes réclamaient le bilinguisme en Corse. En 1938, à Pont-l'Abbé, dans le Finistère, fête du Parti communiste : 10 000 Bretons et Cachin avaient entonné *l'Internationale*... en breton.

Les parlementaires communistes ont été en permanence au combat. En 1948, le député communiste André Tourné déposait deux propositions de loi reconnaissant la valeur des langues régionales, organisant leur enseignement, aboutissant en 1951 à la loi Deixonne : « Instructions adressées aux recteurs pour autoriser les maîtres à recourir aux parlers locaux dans les écoles primaires et maternelles. »

En Corse, en 1985, les communistes revendiquaient la coofficialité des deux langues. En 1986 et 1988, Guy Hermier, député communiste des Bouches-du-Rhône, déposait deux propositions de loi, jamais examinées.

En 2008, à l'Assemblée, Michel Vaxès, député PCF des Bouches-du-Rhône, réclamait « *une loi qui donne aux langues de France un statut et leur promotion. Les parlementaires communistes soutiennent des propositions élaborées avec les associations pour la prise en compte de la diversité linguistique et culturelle dans notre patrimoine national* ».

En 1995, la France signait la Charte européenne des langues régionales. Encore fallait-il la ratifier ! Lors de la présidentielle de 2012, les communistes se sont prononcés pour que soit mise à jour la loi Deixonne et que la Constitution soit révisée pour permettre la ratification. En 2013,

Des vendanges… et des morts

ANTHONY SMITH
Député FI
au Parlement européen

TRIBUNE

Les vendanges débutent en Champagne. Hétérogénéité marquée du vignoble et des maturations, propagation de maladies, chute estimée du rendement de 18 %… les viticulteurs sont inquiets. Mais l'inquiétude est ici sélective et les conditions de travail des plus de 100 000 travailleurs saisonniers qui vont venir vendanger encore cette année ne font pas l'objet de telles considérations. Posons la question sans détour : que vaut la vie d'un travailleur saisonnier face à une grappe de raisin devenue or ? Peu de chose, en définitive, pour une filière qui, avec ses 16 200 vignerons, 390 maisons de champagne et 125 coopératives, a franchi, en 2022, le cap des 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Pourtant, derrière ces belles statistiques, il y a la triste réalité des morts au travail du champagne. Leurs visages vous sont inconnus, mais ils sont là ceux qui, partis un matin couper le raisin entre deux rangs de vigne pour un salaire de misère, ne sont pas revenus le soir. L'an passé, dans la Marne, pendant les vendanges, en quelques jours – alors que les températures alliées à l'humidité faisaient des blessés à la chaîne dans les vignes –, quatre travailleurs saisonniers sont morts. Le plus jeune d'entre eux avait 19 ans, il se prénommait Reda.

À la suite de ces accidents mortels, la ministre rémoise du Travail, Catherine Vautrin, déclara : *« À l'heure où le dérèglement climatique est une réalité que plus personne ne conteste, la chaleur constitue un facteur de risque de plus en plus important que nous devons prendre en compte. »*

Mais quelles mesures a-t-elle concrètement prises pour éviter ces accidents ? A-t-elle pesé pour qu'il soit mis définitivement *« fin à la vendange à la tâche »*, comme le revendique la CGT champagne ? Évidemment non, alors même que ce travail à la tâche – liant la rémunération du travailleur non pas à l'heure de travail réalisée, mais à la quantité de raisin vendangée – renforce l'exploitation et l'épuisement de travailleurs sous-payés.

A-t-elle fait suite aux revendications des syndicats de son ministère, demandant que soit enfin créé un arrêt d'activité permettant aux inspecteurs du travail, lorsque des salariés sont exposés à de fortes chaleurs – ou de grands froids –, de mettre en sécurité les travailleurs si l'employeur est défaillant ? À l'évidence, non. Alors que plusieurs propositions de loi ont été déposées en ce sens, dont l'une du groupe parlementaire de la France insoumise à l'Assemblée nationale. À l'inverse, la ministre s'est fait le relais de l'action des lobbies patronaux, qui, en France comme en Europe, s'acharnent à empêcher ou supprimer toute réglementation protectrice des droits des travailleurs considérée comme une somme de *« normes contraignantes »*. C'est ainsi que, le 9 juillet, deux jours après la débâcle des élections législatives, suite à la dissolution de l'Assemblée, la ministre du Travail fera publier au *Journal officiel* un décret qui, loin de protéger les travailleurs saisonniers, les expose encore un peu plus à des risques pour leur santé.

Que vaut la vie d'un travailleur saisonnier face à une grappe de raisin devenue or?

Ce décret permet aux employeurs de suspendre, de leur seule initiative, le repos hebdomadaire des travailleurs pour certains travaux, dont les vendanges ! Mesure extrême relevant auparavant de la compétence des services du ministère du Travail, qui pouvaient refuser les dérogations demandées.

C'est une énième attaque faite au Code du travail, au droit au repos si chèrement conquis par le mouvement ouvrier au détour de la loi du 13 juillet 1906 (alors en débat à la Chambre des députés depuis quatre ans). Cette atteinte à un droit plus que centenaire est lourde de conséquences pour les travailleurs d'un secteur extrêmement difficile et précaire. Forte pénibilité des tâches à réaliser, dérogations multiples à la durée maximale hebdomadaire du travail pouvant aller jusqu'à 60 heures, voire 72 heures pour certains travaux, conditions d'hébergement souvent déplorables (sous tente, absence d'accès à l'eau courante), etc.

Il est pourtant peu probable que le soi-disant « gaulliste social » Michel Barnier, devenu premier ministre, abroge ce décret, qui révèle encore une fois tristement le vrai visage du macro-lepénisme : tout pour les riches et les patrons, et au diable les travailleurs et l'ordre public social ! Il est temps, grand temps d'en finir. ■

Marie-George Buffet rappelait cet engagement. Le 21 janvier 2014, dans une déclaration nationale, « Oui à la ratification de la Charte européenne des langues régionales », le PCF rappelait que *« les langues et cultures de France sont une composante de notre patrimoine national. Le reconnaître officiellement est un impératif démocratique »*.

Le conseil des ministres décidait de soumettre cette décision au Parlement, basée sur un texte adopté le 28 janvier 2014 par l'Assemblée. Les 11 députés communistes votaient favorablement. Le député du Puy-de-Dôme André Chassaigne l'a rappelé : *« Ces langues doivent prendre davantage de place dans l'espace public, sinon elles disparaîtront. Il faut faire avancer notre législation et s'appuyer sur cette charte. »* En 2015, le Conseil d'État s'y opposait : *« En y adhérant, la France méconnaîtrait les principes constitutionnels d'indivisibilité de la République, d'égalité devant la loi, d'unicité du peuple français et d'usage officiel de la langue française. »*

Le 17 mai 2013, l'Assemblée de Corse, présidée par le communiste Dominique Bucchini, adoptait le projet de statut de coofficialité de la langue corse. *« Nous pourrons édifier une société bilingue, dans laquelle les institutions, l'enseignement, les entreprises, les médias utiliseront paritairement les deux langues. Les citoyens pourront les employer indistinctement et sans discrimination dans toutes leurs activités. »* Il garantissait l'emploi officiel du français et du corse à parité sur le territoire insulaire, l'accès à la connaissance et à la pratique du corse, les pouvoirs publics ayant le devoir de le faire respecter. Le combat continue. ■

Une école de la solidarité

BERTRAND GAUFRYAU
Chef d'établissement scolaire

TRIBUNE

Après la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) promulguée en décembre 2000, portée par Jean-Claude Gayssot puis renforcée par Cécile Duflot en 2013, pourquoi ne pas réfléchir à une loi de solidarité pour le renouvellement de l'école (SRE) ? Si un des objectifs de la loi SRU était la fois la solidarité et la construction de logements sociaux sur l'ensemble du territoire, une loi SRE pourrait s'appuyer sur un corpus de transformation de l'école pour plus d'égalité, un des grands échecs de la massification et démocratisation n'ayant malheureusement pas abouti à une réduction des inégalités sociales dans notre pays, l'ascenseur social si cher à nos principes républicains étant en panne, sans oublier les résultats désastreux en termes de classements internationaux selon les enquêtes Pisa.

Contrairement aux idées reçues et véhiculées par une idéologie racontant un roman national d'une école qui « était mieux avant » qu'elle ne soit une école pour tous, la mixité scolaire est un gage de réussite et d'excellence. Le travail effectué par Najat Vallaud-Belkacem et François Dubet dans leur dernier livre, *le Ghetto scolaire. Pour en finir avec le séparatisme*, montre que c'est bien ce dernier qui sclérose l'école et que réinventer la mixité est la voie à privilégier. Alors, comment procéder avant que les séparatismes sociaux ne l'autodétruisent ? Une politique publique volontariste doit permettre la mise en œuvre d'outils forts qui permettront une réforme en profondeur du système éducatif incluant à la fois les établissements publics et privés sous contrat, associés au service public de l'éducation. Cela permettra d'éviter un séparatisme idéologique permettant de dépasser les clivages parfois caricaturaux entre établissements privés réservés à des « élites sociales » et publics sous contrat dans des territoires abandonnés de la République, et inversement.

Des critères de mixité sociale documentés, chiffrés, adossés à une refonte de la carte scolaire afin d'éviter son contournement systématique malgré son assouplissement au fil du temps, à la mise en œuvre d'une autonomie maîtrisée et décentralisée doivent aboutir à une réforme profonde et juste du système éducatif. Ainsi, une base théorique de moyens attribués aux établissements pourrait se voir modulée selon l'atteinte de critères mesurés de mixité fondés sur les taux d'élèves de boursiers, la photographie sociale des familles à travers un indice de position sociale (IPS) renouvelé et adapté aux territoires.

Un système de bonus-malus pourrait ainsi voir le jour créant un fonds de moyens dits « de solidarité » accompagnant une autonomie décentralisée en lien avec les collectivités territoriales responsables de chaque niveau d'établissement. Cela permettrait aussi de lutter contre les inégalités territoriales. Une réforme en profondeur de l'école est possible pour peu que l'on ne renonce pas à une école comme pilier essentiel de l'émancipation, de transmission des savoirs et de construction d'une citoyenneté éclairée. ■

JUDITH GODRÈCHE « Je souris encore, mais je ne me tais plus »

FÉMINISME Elle a osé révélé les violences sexuelles qu'elle a subies et porté plainte contre les cinéastes Benoît Jacquot et Jacques Doillon. Depuis, l'actrice et réalisatrice est devenue une figure du mouvement #MeToo. À la Fête de l'Humanité, elle a partagé la combativité qui la porte aujourd'hui.

Pour sa première venue à la Fête de l'Humanité, Judith Godrèche a présenté son court métrage *Moi aussi* à l'espace Jack Ralite. Elle y a été accueillie par la manifestation féministe organisée en hommage à la militante iconique Angela Davis, mais aussi en soutien à Gisèle Pelicot, victime de viols et dont le procès a un écho retentissant tant il révèle les horreurs et les ravages du patriarcat. La réalisatrice, qui a réussi à obtenir une commission d'enquête parlementaire contre les violences sexuelles, depuis dissoute, était l'invitée de l'Agora, le samedi 14 septembre, où elle s'est exprimée devant un public nombreux. Une carte blanche intime, franche et combative.

Dans les manifestations auxquelles vous participez, de nombreuses personnes, notamment les jeunes, vous interpellent car vous incarnez un combat, un espoir. Comment ne pas les décevoir ?

On fait d'abord les choses pour soi. On donne parce qu'on a besoin de donner. On se sent alors moins seule. Par moments, je me dis : si j'arrête de me battre, comment vais-je faire pour rester debout ? C'est devenu mon moteur. Avec ce combat, cette énergie, ce mouvement en avant, je n'ai même pas le temps de m'asseoir et de sentir l'anéantissement d'un vécu, d'une réalité ou d'une solitude. J'ai sûrement très peur d'arrêter d'agir. Il est très angoissant de se retrouver dans l'espèce de vide intersidéral de sa chambre et de sa réalité. Les personnes qui sont là, qui m'écoutent, c'est à moi qu'elles donnent. J'ai ce privilège. Il est compliqué d'imaginer que les gens font des choses par abnégation et don de soi. Le soutien de toutes les personnes anonymes qui, à travers ma parole, se retrouvent l'espace d'un instant est d'une importance vitale pour moi.

Il est compliqué pour une femme de prendre la parole dans la société, à plus forte raison lorsqu'elle dénonce des violences sexuelles. Vous dites souvent que mener un combat a un prix. Ressentez-vous un retour de bâton ?

Oui, évidemment. À partir du moment où l'on prend la parole publiquement, on fait d'abord face à de l'adversité. Ensuite, on est dans une demande de reconnaissance. On n'en finit pas de demander aux autres de vous dire « je te crois ». On s'adresse aux personnes importantes de notre enfance, à nos parents, aux personnes qui vivaient dans le même milieu social ; on leur demande de nous dire « je te crois » ou « je savais ». Ce besoin de reconnaissance crée une colère, une tristesse, un désir de continuer de se battre, de parler. Face à notre demande d'être entendue, on se prend aussi une défense. Et la défense de certaines personnes, c'est l'attaque. Certaines attaquent parce qu'on les accuse ; d'autres parce qu'elles étaient les témoins muets et qu'elles n'ont rien fait. D'autres attaquent parce qu'elles se sentent complices et qu'elles sont remises en question, parce qu'on prend trop la lumière ou parce qu'on la leur vole. Forcément, nous sommes sujets d'attaques. La force des petites filles qui ont été agressées est de se jeter dans le combat la tête baissée, sans regarder. Si on commence à se poser des questions comme « Est-ce que je vais travailler ? », « Est-ce qu'il y a des réalisateurs qui vont encore m'aimer ? », « Est-ce que je vais encore avoir des amis dans ce milieu ? », alors je comprends qu'on puisse être paralysée. Je sais ce que cela coûte de parler. Mais j'ai un certain âge, je suis maman de deux enfants. La vie m'a beaucoup donné, j'ai beaucoup reçu. Il est temps de devenir quelqu'un de bien.

> « Le milieu du cinéma est un drôle d'endroit, où continuent de se jouer les mêmes règles que dans le milieu aristocratique. »

Vous avez remis en cause la sanctification de l'auteur en France. Comment l'extrême hiérarchisation du cinéma français a-t-elle concouru à l'impunité des agresseurs ?

À la Fête de l'Humanité - un joli nom –, je trouve intéressant de parler du milieu social du cinéma. C'est un drôle d'endroit, où continuent de se jouer les mêmes règles que dans le milieu aristocratique. Il y a le haut de la pyramide et, plus on la descend, moins les gens ont de valeur. Ce système hiérarchique de pouvoir a un impact à tous les niveaux : sur la manière dont quelqu'un est traité sur un tournage, sur les VSS (violences sexistes et sexuelles – NDLR). En tant que réalisatrice, je travaille avec un chef opérateur ou une cheffe opératrice, une personne qui fait les décors, une autre qui s'occupe des costumes, etc. C'est un travail collectif. Le système hiérarchique qui place le réalisateur, l'auteur, sur un piédestal, comme une espèce de dieu vivant, puis, au dessous, des gens qui ont de moins en moins d'importance suivant leur place dans la pyramide, doit se réinventer. Ce système ne fonctionne pas. Un réalisateur, une réalisatrice ne sont rien sans leur équipe. De la même manière, il est extrêmement compliqué de réagir dans ce milieu quand, sur un tournage, il arrive quelque chose à une ouvrière, à une technicienne, à une petite main du cinéma. Elle est encore bien plus en danger qu'une actrice, qui possède un autre statut social et une forme de pouvoir. Ce petit milieu ne fonctionne pas par CV mais par bouche-à-oreille. Quand on se fait griller dans une production importante, on est bien embêté. On vit de boulot en boulot, on a besoin de l'intermittence. Si, tout à coup, on se fait griller en dénonçant, par exemple, ce qui est arrivé sur un tournage, le bruit court vite qu'on est une emmerdeuse. Je n'en rajoute pas. Je vous parle du quotidien de beaucoup de techniciennes de cinéma. C'est pour cela qu'il est important de mettre son pied dans la porte et de dire : « Il faut que les choses changent. »

Quel impact le 7e art a-t-il sur la société ?

Je suis devenue actrice très tôt, à l'âge de 8 ans. J'ai joué des rôles de très jeune fille désirée par des hommes bien plus âgés. Les scénarios étaient inventés par les auteurs de cette époque, la crème de la crème du cinéma français. Le cinéma a, de tout temps, eu un impact sur la société. Il influe, oriente nos désirs. Je me souviens de Béatrice Dalle dans *37,2° le matin*, une actrice pulpeuse, voluptueuse. D'un coup, son style était devenu à la mode et on n'avait plus besoin de s'affamer pour être super maigre. Jeune, je me rendais bien compte que des jeunes filles pensaient que ce que je vivais dans les films était cool. Parce que ma vie était mise en valeur, parce que j'étais jolie. Je faisais la couverture d'un magazine. Aujourd'hui, ma parole s'est libérée et j'ai dû raconter un versant des choses – la réalité – qui n'a rien à voir avec cette image glamour donnée par la représentation de ces histoires.



MAGALI BRAGARD POUR L'HUMANITÉ

La réalité est sordide. Malheureusement, dans le cinéma français d'une certaine époque et dans l'écriture de réalisateurs, d'auteurs, certains sujets étaient mis en valeur comme l'inceste, la différence d'âge phénoménale entre une fille mineure et un homme plus âgé, sans que personne, pas même un journaliste, ne trouve bizarres tous ces films qui valorisent le viol. C'est une question qu'il faut se poser aujourd'hui dans l'écriture des films. Nous ne sommes pas obligés d'être des donneurs de leçon, ou de faire des films consensuels qui ne soulèvent pas des problèmes importants. Mais il faut se poser des questions sur ce que nous a raconté un certain cinéma d'auteur pendant des années.

Quel regard neuf le féminisme peut-il apporter au cinéma ?

C'est compliqué pour les femmes dans le cinéma, en tout cas pour moi. Mon expérience est celle d'une personne qui a vécu toute sa vie et a grandi dans ce milieu. Dans mon rapport à l'autre, celui qui a le pouvoir, généralement, est un homme. Il est cinéaste, producteur. Il dirige un organisme qui peut me donner de l'argent pour réaliser mon film, il est à la tête d'une institution. Dans mon environnement proche, on m'a toujours dit implicitement : « Si tu veux ça, tu dois séduire, tu dois sourire. » Tu dois rigoler aux blagues, même celles qui ne sont pas drôles ; tu dois faire un sourire émerveillé quand le mec va dire un truc complètement con qui n'a pas d'intérêt. Quand tu vas rencontrer un réalisateur et que tu passes un casting, tu te mets dans cette position, que tu le veuilles ou non. Tu te demandes si tu as été assez souriante, si tu lui as fait assez de compliments sur son œuvre. Tu as le sentiment que, pour pouvoir travailler, avoir de l'argent, pour réaliser ce que tu as envie de faire, il faut passer par le biais d'un homme. Dans le fond, on perd alors notre propre langage, notre vérité et notre identité. On se transforme en fille qui sourit, légère. J'ai navigué dans cet univers d'hommes et d'adultes. Après avoir réalisé *Icon of French Cinema* (une série coproduite par Arte – NDLR), j'ai passé mon temps à dire à mon attachée de presse qu'il fallait prévenir les journalistes de ne pas révéler le nom de Benoît Jacquot. J'avais peur qu'on reconnaisse Jacques Doillon dans une scène. Le fait qu'il fallait se taire et sourire s'est imprimé en moi comme un tatouage indélébile. Je souris encore, mais je ne me tais plus.

Après trente-cinq années de silence, vous parlez désormais et on vous croit. Qu'attendez-vous des politiques ?

Les politiques doivent prendre les devants et s'emparer du problème des VSS et des questions féministes. Il ne faut plus que ce soit un sujet parallèle, ni un sujet qui épuise celles et ceux qui se battent pour faire avancer les choses. En ce qui me concerne, je me suis retrouvée projetée dans un univers que je ne connaissais pas. Au fond, pour moi, la politique c'était le « truc » des grands, le « truc » des hommes. C'était aussi le « truc » de ceux qui ont fait des études, car moi j'ai arrêté l'école à 14 ans et demi, conseillée par toutes sortes d'adultes qui trouvaient que je n'étais pas assez disponible pour eux. Mais j'ai compris qu'il y avait un endroit où les choses se jouent : l'Assemblée nationale, là où les lois sont votées. Je suis allée parler au Sénat, à l'Assemblée nationale, et je leur ai demandé de créer une commission d'enquête sur les VSS dans le milieu du cinéma. Pour moi, parler sous serment est très important. C'est peut-être enfantin, mais je me dis qu'ainsi, on ne peut pas mentir. Je trouvais important de faire venir à l'Assemblée nationale les personnes qui font la pluie et le beau temps dans le cinéma, et qu'elles répondent à des questions sous serment. Ce cadre, qui est censé vous protéger, devait aussi permettre à des ouvrières du cinéma, à des techniciennes, à de jeunes actrices ou de plus âgées, de tout raconter au grand jour. Lors des auditions, les députés se sont rendu compte en direct de ce qu'était l'omerta. Ils ont vu des personnes terrorisées. Malheureusement, cette commission d'enquête est mort-née, puisqu'elle s'est arrêtée lorsque l'Assemblée nationale a été dissoute. Je suis donc allée aux universités d'été pour dire aux politiques de prendre les choses en main, d'utiliser leur droit de tirage pour la remettre en place. Une proposition de résolution a déjà été déposée. L'ex-président de la commission d'enquête, le député Erwan Balanant, le Parti socialiste et les Écologistes m'ont garanti d'essayer de la remettre à l'ordre du jour.

La situation politique est inquiétante, avec la présence de 143 députés d'extrême droite à l'Assemblée. La gauche unie est arrivée en tête aux législatives, mais un homme de droite a été nommé premier ministre. Comment convaincre les électeurs pour qu'ils maintiennent la pression ?

Je suis persuadée que de nombreuses personnes ont un espoir assez abîmé. J'ai été extrêmement impressionnée par la force populaire réunie place de la République (le 3 juillet, rassemblement organisé par les médias indépendants – NDLR), la manière dont tout le monde s'est investi pour que le RN ne soit pas au pouvoir. Aujourd'hui, toutes ces personnes qui ont donné de leur humanité se demandent ce que vaut leur vote. On a l'impression d'être tout le temps ramené à une forme de silence. Que faut-il faire si notre vote n'a pas de valeur ? Je vivais aux États-Unis et, là-bas, les Français ont la réputation d'être tout le temps en train de manifester. Mais, honnêtement, qu'est-ce qu'on a d'autre ?

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR KAREEN JANSELME ET MICHAËL MÉLINARD

LE BLOC-NOTES DE JEAN-EMMANUEL DUCOIN


MAGALI BRAGARD

Illumination(s)

DÉMONSTRATION Tout relater : mission impossible. Comme un concentré de frustrations, nous voudrions encore et encore témoigner, dire et redire, sonder la quête infernale de l'exhaustivité, raconter dans les détails tout ce qu'il y eut à voir, à visiter, à écouter, à regarder, à bouffer en plein esprit, depuis les pleins et les déliés, en relief et en creux, ne pas oublier les grandes histoires et les petites aventures collectives qui témoignent, toutes, d'une aventure en ampleur qui nous dépasse et nous oblige... La Fête de l'Humanité : telle une évidence. Quelques jours après l'événement, vécu à un rythme endiablé jusqu'à en perdre notre souffle, notre sentiment intime et puissant se résume par ces mots : comment « poursuivre » cette Fête magistrale qui, cette année, pour le chapitre III de sa nouvelle vie dans l'Essonne, aura traversé une sorte d'apogée qui n'a rien d'un miracle ? Rendez-vous compte : 450 000 participants, un record sur ce site de tous les possibles et d'une jeunesse insondable. Ces 13-14-15 septembre ne furent pas « ordinaires » mais exceptionnels. Comment oublier les plus de 100 débats, à l'Agora, aux Amis de l'Huma, au Forum social, au Village du livre, etc., autant d'échanges parfois vifs et contradictoires qui auront marqué cette édition par la qualité des interventions et la variété des thèmes abordés. Répétons-le : l'écoute et le respect restent la matrice de la Fête, comme celle du journal fondé par Jean Jaurès. Alors quelques noms surgissent forcément, comme démonstration : la venue d'Angela Davis, de toutes les actrices et acteurs du Nouveau Front populaire, de Dominique de Villepin, sans parler de la confrontation inédite entre la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, et le président du Medef, Patrick Martin, ou encore du face-à-face entre Fabien Gay et Denis Olivennes... et puis tant d'autres.

Une Fête pas « ordinaire », mais exceptionnelle !

POURSUIVRE Sentiment confus de fierté et d'allégresse. D'où cette question, qui nous hante cette année, peut-être plus que jamais : comment préserver jusque dans les moindres détails cette diversité vécue durant trois jours, cette richesse, cette démesure que les années d'expérience nous rendent plus évidentes encore ? Sachant qu'il convient de rappeler aux petits commentateurs de la médiacratie dominante cette vérité simple : il faut le vivre pour le croire, pour prendre la mesure de l'unicité de ce rendez-vous authentiquement populaire. Ainsi, comment poursuivre la Fête « hors-la-Fête », pour que sa tonicité et sa grandeur ne s'évanouissent pas sitôt passé l'orgasme collectif ? L'« après » s'étire donc en nous comme les ombres de la (joyeuse) fatigue au long cours, qui nous a remis en présence les uns des autres, réunissant l'espérance et nous, la politique et nous, le festif et nous. Conjugaison parfaite entre la lumière crue du ciel et les couleurs chatoyantes des mots et de notes de musique, avec cette gravité et la chaleur des combats, mélange d'euphorie et d'intelligences cumulées. Pourquoi le taire ? La Fête en sa grandeur humaine reste longtemps en nous, comme exemple vivant d'un espace collectif qui nous transcende et nous unit. Contrairement à ce qu'écrivait la semaine dernière dans *la Tribune dimanche* le directeur de l'Ifop, Jérôme Fourquet, la Fête de l'Humanité ne fait pas office *« de butte-témoin d'un continent englouti, la France communiste »*. Non, mille fois non. Les militants communistes éreintés mais revigorés savent, eux, ce qu'ils sont capables de donner et d'inventer pour cette Fête unique au monde !

GRÂCE Le bloc-noteur aurait pu, cette semaine, vous parler de l'état du monde et du quotidien minable et honteux de nos existences, de cette politique française sens dessus dessous qui atteint de tels degrés d'indécence, que, depuis des semaines, nous avançons poings serrés, cœur lourd, avec nos regards d'accident et nos morsures de crispation au visage. Comme vous, parfois, un caillou de silence barre notre respiration. Voilà pourquoi il était utile de faire durer le désir (déjà) et le plaisir (durable) de la Fête passée, pour que l'à-venir en questions trouve des réponses, pour que, surtout, l'espèce d'état de grâce post-jubilation qui nous unit à nos aspirations ne risque pas de s'atténuer en s'épuisant dans le train-train banal. Comme une illumination, la Fête nous encourage, nous pousse dans le dos, et elle réclame son dû. Nous lui devons tant.

Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à *l'Humanité*, 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

COURRIER

Le corbillard des invisibles

François Desanti
Par Internet

Tous les ans, le sujet refait surface : des sans-abri perdent la vie en France, en toutes saisons. Morts de froid, victimes des canicules, privés de soins, ils partent dans l'ailleurs, au crépuscule du désespoir. Près de 895 000 personnes sont privées de toit en France. La tendance a augmenté de 130 % depuis 2012. Au regard de l'action de l'État qui repose davantage sur la communication que sur l'action, il est possible que d'autres de nos concitoyens rejoignent le cimetière de la misère. Loin des ors de la République, les associations humanitaires croulent sous la demande pour offrir un abri provisoire, un repas, une couverture, quelques vêtements chauds ou simplement un sourire. Au bord des abris de fortune, proches de l'univers du minimum qui n'est même plus vital, dépassées par la demande et faute de moyens, les équipes du 115 se démènent pour gérer l'ingérable là où la mort rôde, entre deux maraudes. En face de l'insupportable, d'autres le sont. Ceux qui empochent des dividendes boursiers dont les revenus ont atteint 97 milliards d'euros en 2023 ; ceux qui fraudent le fisc ; ceux qui spéculent sur le marché de l'immobilier ; ceux pour qui les lendemains ne doivent pas changer de refrain. Pourtant, dans les sous-sols de la nation, là où croupissent ceux que certains nomment les « invisibles », à force de souffrances, la colère est devenue silence. Si rien ne change pour ces êtres humains, demain ne sera pas un autre jour. Ils quitteront ce monde avec comme seul bagage leur besace de chagrin. République, réveille-toi ! Parce que, sans toit, je meurs !

Paix: mieux vaut prévenir

Yves Perrin-Toinin
Marseille (Bouches-du-Rhône)

Le 6 août 1945, la ville d'Hiroshima était rayée de la carte par une bombe d'une puissance équivalente à 15 000 tonnes de TNT. Plus de 100 000 personnes disparaissaient en quelques secondes. Le même drame effroyable se reproduisait trois jours plus tard, le 9 août, à Nagasaki. À ces centaines de milliers de morts s'ajoutèrent par la suite les victimes à long terme de ces armes nouvelles par leur puissance, mais nouvelles aussi par leur capacité à provoquer des effets retardés du fait de la radioactivité qui engendre, des années après l'exposition, des leucémies, des cancers et des malformations. Près de quatre-vingts ans après, nos pensées vont à toutes les victimes d'Hiroshima et de Nagasaki, mais aussi aux victimes de la course aux armements nucléaires que ces bombardements ont inaugurée, et particulièrement aux victimes des essais nucléaires que la France a effectués jusqu'en 1996 en Algérie puis en Polynésie. Depuis 1945, le monde vit sous la menace permanente de ces armes de plus en plus puissantes et de plus en plus perfectionnées. La commémoration des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, cette année, a eu lieu pendant la trêve olympique. Drôle de trêve, pendant laquelle les combats ont continué en Ukraine, au Proche-Orient, au Soudan ou en Birmanie.

Il faut croire que les marchands d'armes n'en ont pas encore assez. Les budgets militaires explosent et atteignent le record de 2 500 milliards de dollars par an. Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée dormante porte l'orage, disait Jean Jaurès. Le capitalisme en crise cherche une porte de sortie. En attisant le racisme, l'antisémitisme, le communautarisme, le nationalisme, les populistes de tous bords nous conduisent à ce monde invivable où tous les conflits se règlent par les armes, pour le plus grand profit des marchands de canons. Les diverses séquences électorales ont mis en avant l'individualisme, le repli nationaliste et identitaire. La paix a reculé. Dans ce contexte, ne laissons pas la mémoire s'effacer. En cette veille du 21 septembre, Journée internationale dédiée à la paix, nous voulons porter l'espoir d'un monde sans arme. Ce monde que nous voulons, c'est celui de la fraternité, de l'amitié entre les peuples, de la coopération, de la résolution des conflits par la voie de la diplomatie. Depuis 1980, avec l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, nous alertons le grand public et les élus. Notre message est simple : si une bombe atomique tombe, il est inutile d'appeler votre médecin. Il sera soit mort, soit dans l'impossibilité de se déplacer. C'est ce qui est arrivé à Hiroshima et Nagasaki, et nous en tirons la leçon : la seule solution, c'est la prévention. Aujourd'hui, un espoir est né avec la signature à l'ONU du traité d'interdiction des armes nucléaires. Agissons pour que la France devienne signataire de ce traité, adopté par 122 nations sur les 193 que compte l'ONU. Dans chacune de nos villes, agissons pour que nos maires se fassent le relais de cette revendication en signant l'appel au président de la République.


Arrivée d'Aristide à Port-au-Prince, le 15 octobre 1994, en présence des militaires de l'« Opération Uphold Democracy ». DOD/ROGER VIOLLET

Jean-Bertrand Aristide de retour en Haïti

CARAÏBES Le président, victime d'un putsch en 1991, retrouve le pouvoir trois ans plus tard, mais sous les conditions imposées par les États-Unis.

HISTOIRE

Le 16 décembre 1990, au terme d'une campagne électorale supervisée par l'ONU mais entachée de violence, Jean-Bertrand Aristide, candidat du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), est élu président d'Haïti avec près de 67 % des voix et une participation de plus de 75 % de l'électorat. Le pays, le plus pauvre du continent, est marqué par une instabilité institutionnelle chronique. Pas moins de cinq présidents s'y sont succédé de 1986 à 1991, tous renversés par un coup d'État militaire.

Le 7 février 1991, le jeune prêtre de formation, adepte de la théologie de la libération, prend ainsi la tête du pays, malgré une tentative de putsch un mois plus tôt, destinée à l'empêcher d'accéder au pouvoir. Son programme, lancé dès son investiture, est résolument progressiste, avec une réforme agraire, une augmentation du salaire minimum et une répartition plus équitable des richesses nationales, ce qui lui vaut un large soutien populaire, ainsi que le ressentiment des élites locales. Il affiche surtout une volonté ferme de réformer de fond en comble l'armée, la police et l'administration publique, héritées de la sanglante dynastie de la famille Duvalier, qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant plus de trois décennies, et gangrenées par la corruption. Une commission spéciale est également créée dès février 1991 afin d'enquêter sur les crimes et les violations des droits de l'homme commis par le passé, notamment les massacres de Dandi, Rabel et Labadie.

WASHINGTON EN CHEF D'ORCHESTRE

Aristide devient rapidement la cible d'une coalition des possédants, à savoir la bourgeoisie, l'Église, l'armée, relayée par la presse. Le 29 septembre 1991, ces derniers orchestrent un coup d'État militaire et renversent le président démocratiquement élu, à peine sept mois après son intronisation. Ce putsch ne suscite guère d'émoi à Washington, qui se méfie des tendances socialistes du nouveau dirigeant et a d'ailleurs largement financé son adversaire conservateur, Marc Bazin, par le biais de la Fondation nationale pour la démocratie (NED). En effet, contrairement à Aristide, Bazin, ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, était respectueux des intérêts établis et des hiérarchies sociales.

Le commandant en chef de l'armée, Raoul Cédras, pourtant promu par Aristide et qui avait juré fidélité à la Constitution, prend alors le pouvoir et exerce une répression féroce contre les partisans du président déchu, faisant plusieurs centaines de victimes dès les premiers jours. Des centaines de milliers de personnes sont contraintes de fuir à l'étranger, notamment vers la République dominicaine voisine et les États-Unis, et la question des boat-people devient rapidement un problème de politique intérieure pour Washington. Le président Aristide, réfugié aux États-Unis, continue de bénéficier du soutien et de la reconnaissance de la communauté internationale, qui impose des sanctions économiques contre la junte militaire.

En juillet 1993, Bill Clinton impose les accords de Governors Island à Aristide et Cédras, plaçant ainsi sur un pied d'égalité le président légitime et le putschiste. Ces accords prévoient le retour d'Aristide sous trois mois, à condition qu'il renonce à son programme de réformes socio-économiques et suive strictement les recommandations néolibérales du Fonds monétaire international (FMI). Après quelques mois de tergiversations, face à l'obstination de la junte à se maintenir au pouvoir malgré le blocus naval imposé, le 31 juillet 1994, le Conseil de sécurité des Nations unies décide d'adopter la résolution n° 940, autorisant le déploiement d'une force militaire multinationale sous l'égide des États-Unis, appelée « Opération Uphold Democracy ».

DISSOLUTION DE L'ARMÉE

Face à l'imminence de l'intervention, le putschiste Cédras accepte de recevoir une délégation états-unienne menée par l'ancien président Jimmy Carter en septembre 1994, qui parvient à le convaincre d'abandonner le pouvoir et de quitter le pays, en échange d'une amnistie totale. L'ONU est écartée de ces négociations, ce qui entraîne la démission de son représentant spécial pour Haïti, Dante Caputo, en signe de protestation.

Les troupes états-uniennes débarquent le 19 septembre 1994 et, le 15 octobre 1994, après trois années d'exil, le président Aristide rentre en Haïti et retrouve le pouvoir. Mais il ne dispose d'aucune marge de manœuvre pour mener à bien son projet, en dehors des directives néolibérales du FMI faites de privatisations – en faveur de multinationales états-uniennes – et de mesures antisociales, dans un pays ravagé par la misère et occupé par plusieurs milliers de soldats états-uniens jusqu'en mars 1995. Selon la Cour interaméricaine des droits de l'homme, plus de 3000 personnes ont été assassinées durant ces trois années de dictature par le régime militaire, qui terrorisait la population en laissant *« dans les rues de Port-au-Prince les cadavres de victimes sévèrement mutilés, qui, devant l'inaction des autorités au pouvoir, étaient alors dévorés par des animaux »*.

En 1995, Aristide décide de dissoudre l'armée, discréditée par ses crimes et nombreuses ingérences dans la vie démocratique du pays, et de créer une nouvelle police. Washington exige alors un rôle-clé dans la formation des nouvelles forces de police, minant ainsi l'autorité du président et la souveraineté de la nation. En dépit des entraves imposées par la Maison-Blanche, Aristide reste très populaire et aspire à se représenter aux élections du 17 décembre 1995, n'ayant pu exercer son mandat que durant quelques mois, au lieu des cinq années prévues. Les États-Unis, peu favorables à Aristide, opposent un refus catégorique et invoquent la Constitution de 1987 qui interdit l'exercice de deux mandats consécutifs. Le président apporte alors son soutien à son premier ministre, René Préval, triomphalement élu. ■

SALIM LAMRANI
HISTORIEN

l'Humanité
VENDREDI 20, SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 SEPTEMBRE 2024.

l'Humanité



Celui qui a fait son entrée au Palais Bourbon le 9 juillet souhaite que « les bancs de l'Assemblée ressemblent davantage à ceux des écoles ». VICTORIA VALDIVIA / HANS LUCAS

Steevy Gustave, de pupille à député de la nation

L'élu écologiste de la 3e circonscription de l'Essonne a toute sa vie combattu le racisme pour se faire une place dans la vie de la cité. À l'échelon municipal, d'abord, puis national. Une persévérance qu'il explique par son parcours personnel.

Il a 54 ans et presque autant de vies. Danseur, producteur de concerts, engagé dans l'associatif, membre du cabinet de Christiane Taubira au ministère de la Justice… Et depuis le 7 juillet, après un intense duel face à l'extrême droite, Steevy Gustave est député de la nation, élu dans la 3e circonscription de l'Essonne. À deux pas de la station de RER Saint-Michel-Notre-Dame, d'où il débarque de sa ville de toujours, Brétigny-sur-Orge, l'écologiste se penche sur son thé déjà froid, puis cite le rappeur Kery James : *« On n'est pas condamné à l'échec ! »* Ce sont pourtant des mots chantés par France Gall – dont il a été le chorégraphe pendant près de dix ans – qui semblent les mieux adaptés pour décrire son itinéraire. *« Plus on avance, plus il nous faut d'espace / À force de manquer d'air / Il nous faut le paradis pour oublier l'enfer »* (1).

Car, pour lui, tout a commencé par « l'enfer ». Le 29 septembre 1983, à seulement 13 ans, il perd son père, militaire à Djibouti, tué en opération. Ce père qui promenait les siens autour de tous les champs d'opération. Et qui, lorsque le jeune Steevy chantait à l'arrière de la voiture familiale, l'invitait à continuer malgré les plaintes de ses cinq frères et sœurs. L'adolescent devient alors pupille de la nation. *« Ce jour-là, je ne dirais pas que ma vie s'est arrêtée,* lâche-t-il, très ému. *Mais, si jeune, il me fallait déjà me reconstruire. »*

LE HIP-HOP, UN PREMIER AMOUR

Son guide vers la résurrection n'est ni un gourou ni un livre sacré. C'est une émission de télévision, la première à être entièrement consacrée au rap et à la breakdance, *H.I.P. H.O.P.*, diffusée entre janvier et décembre 1984 sur TF1 et présentée par Sidney, premier animateur noir de la télévision française. *« Cette émission a sauvé ma vie,* confie-t-il. *J'étais déjà familier de cette culture et j'avais par ailleurs une grande passion pour les arts martiaux. Je rêvais d'être ninja ! Alors, quand j'ai vu ces gens qui me ressemblaient faire des acrobaties sur du hip-hop, j'ai vu la lumière. Sans ça, j'aurais mal tourné. »*

> En 2020, des individus s'introduisent chez lui pour taguer sur ses murs: «Sale négro, tu ne seras pas maire.»

Dès lors, tout s'enchaîne. Avec l'assentiment de sa mère, il rejoint Paris et sa proche banlieue, intègre plusieurs groupes de danse et se frotte à des *« super-héros »* de la discipline, qu'il ramène à Brétigny pour inspirer les jeunes qu'il encadre dans l'association culturelle qu'il vient de monter. Puis, à l'occasion d'une audition au Théâtre Mogador à Paris, il fait la rencontre de France Gall qu'il accompagnera de nombreuses années, sur et en dehors de la scène. Avec, sous le bras, de jeunes choristes issus de son association. *« Elle nous appelait les "gosses-beaux",* se souvient-il. *Nous sortions tous ensemble en boîte de nuit, on refaisait les pas de nos dix-sept Bercy ! »*

Fort de cette notoriété et de son engagement local, il est approché en 1995 pour faire partie d'une liste de gauche pour les élections municipales de sa commune. Il se lance dans l'aventure, mais fait immédiatement face à un racisme décomplexé. Dans un livre, le maire de l'époque et futur secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur de Jacques Chirac, Jean de Boishue, s'en prend à son père sous les traits d'un personnage fictif, Tom – référence à peine voilée à l'oncle Tom. Le maire sortant sera réélu. Sa condamnation par le tribunal correctionnel de Paris pour « complicité de diffamation raciale » n'y changera rien. *« À ce moment-là, comme asphyxié, je me suis dit : la politique, c'est terminé ! »*

Secoué, il fait le choix de revenir à ses premières amours : la danse, l'associatif. Mais, finalement décidé à prendre ce droit de siéger qu'on lui a refusé, il revient à la charge en 2001. Il est élu conseiller municipal avant de devenir, en 2008, adjoint au maire socialiste Bernard Decaux. Engagé auprès de SOS Racisme, il organise d'immenses concerts revendicatifs. En 2020, à la veille de nouvelles élections municipales, des individus s'introduisent chez lui pour taguer sur ses murs : « Sale négro, tu ne seras pas maire. »

Quatre ans plus tard, après deux tentatives infructueuses en 2012 et 2022, il rejoint l'Assemblée nationale, dont il souhaite que *« ses bancs ressemblent enfin davantage à ceux des écoles »*, même si cela dérange. Le mardi 9 juillet, pour son premier jour en tant que parlementaire, un député s'adresse à lui en pointant ses dreadlocks : *« T'es député, toi ? Faut te couper les cheveux ! » « Cette énième expression de racisme, c'est la preuve de préjugés tenaces,* analyse-t-il. *Il faut les combattre avec calme et détermination, pas à pas, d'où qu'ils viennent. C'est tout le sens de mon engagement. »* Résister, tenter d'exister, avancer. Et désormais légiférer. ■

ANTHONY CORTES

(1) *Laissez passer les rêves* (1992).